

REMIS EN DÉCEMBRE 2014

RAPPORT D'ÉTUDE

INJEPR- 2015/03

Que sait-on des jeunes ruraux ?

Revue de littérature

Benoît COQUARD

Commanditaire : INJEP



Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire

Établissement public sous tutelle du ministère chargé de la jeunesse

95, avenue de France - 75650 Paris Cedex 13 - Tél. : 01 70 98 94 00 - www.injep.fr/www.erasmusplus-jeunesse.fr



[Pour citer ce rapport](#)

Coquard B., *Que sait-on des jeunes ruraux ? Revue de littérature*, rapport d'étude, INJEP, mars 2015.

Comité de suivi

Yaëlle Amsellem-Mainguy, chargée d'études et de recherche, INJEP.

Méthodologie et problématique

Les jeunes ruraux ont été beaucoup moins étudiés par les sciences sociales que ne l'ont été leurs homologues urbains. L'enjeu de cette revue de littérature était donc de recenser les recherches portant de près ou de loin sur les jeunes ruraux, en montrant à la fois leur diversité et leurs points communs. Qu'en est-il, pour l'essentiel, de leurs conditions d'existences, visions du monde, différences éventuelles vis-à-vis des jeunes urbains ?

Résumé

La revue montre comment les jeunes ruraux ont été historiquement appréhendés par les sciences sociales. Du fait que le rural soit perçu comme relevant du traditionnel et du temps jadis, les jeunes ruraux ont surtout été décrits comme des paysans mal adaptés aux évolutions de la société moderne. Mais cette vision misérabiliste et folkloriste a largement été invalidée par les recherches récentes. Le regain d'intérêt pour les études sur les jeunes ruraux offre une connaissance plus juste de leur situation qui n'est pas essentiellement différente de celles des jeunes urbains. Les spécificités des jeunes ruraux tiennent pour beaucoup au fait qu'ils sont en grande majorité de milieu populaire et font moins d'études que leurs homologues urbains. Les jeunes ruraux sont aussi placés face à dilemme récurrent entre partir ou rester vivre et travailler au pays, dans un contexte de mutation de l'économie rurale, aussi bien dans l'agriculture que dans l'industrie.

Présentation de l'auteur

Benoît Coquard est doctorant en sociologie à l'université de Poitiers. Il est rattaché aux laboratoires GRESCO et CMH. Ses recherches portent sur les classes populaires, les mondes ruraux et la jeunesse.

Mots clés

MILIEU RURAL ; JEUNE RURAL ; SOCIOLOGIE DE LA JEUNESSE ; CONDITION DE VIE ; VALEUR MORALE ; TERRITOIRE ; EXODE RURAL ; VIE SCOLAIRE ; COUPLE ; DECOHABITATION ; MARIAGE ; SOCIOLOGIE DE LA FAMILLE

SOMMAIRE

« JEUNES RURAUX » : UNE EXPRESSION À GÉOMÉTRIE VARIABLE	7
DES MANIÈRES D'APPRÉHENDER LES JEUNES RURAUX EN SHS	11
Les jeunes de l'exode rural : une classe laborieuse à problèmes	11
La lente prise en compte des ouvriers ruraux	14
Bourdieu : le coup de projecteur	16
Les jeunes ruraux vus par les folkloristes	17
Les jeunes ruraux : une classe objet	19
« Jeunes ruraux » contre « jeunes de cité »	19
Les jeunes comme annonceurs de l'avenir	20
Un intérêt scientifique dominant pour la jeunesse rurale masculine	22
Crise de reproduction et célibat des jeunes ruraux	23
MAIS QUI SONT LES JEUNES RURAUX ?	25
L'école des jeunes ruraux : un sens des limites sociales et géographiques	25
Des parcours scolaires marqués par une orientation massive vers les filières professionnelles	25
Des parcours scolaires différenciés selon le sexe	30
Précarité et exclusion des jeunes ruraux	31
Entre ennui et isolement : jeunes femmes et conjugalité en milieu rural	34
Une comparaison franco-américaine de la socialisation masculine rurale	38
S'en sortir par l'autochtonie : la chance des jeunes ruraux ?	38
BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE	41
Ancrage territorial et logiques migratoires	41
Travail et rapports de classes	42
Couple et sexualité	43
Culture et rapports à la politique	43
Rapports à l'école	44

« JEUNES RURAUX » : UNE EXPRESSION À GÉOMÉTRIE VARIABLE

Cette revue de littérature recense des travaux de sciences sociales – principalement des enquêtes de sociologie mais aussi quelques travaux d'histoire et de géographie – avec pour objectif de synthétiser les connaissances sur les jeunes ruraux. Qu'en est-il, pour l'essentiel, de leurs conditions d'existences, visions du monde, différences éventuelles vis-à-vis des jeunes urbains ? De façon sous-jacente, cette revue propose aussi de comprendre comment ces jeunes qui vivent loin des grandes villes ont été traités par les sciences sociales en tant qu'objet de recherche. Il ne s'agit évidemment pas de recenser la totalité des productions scientifiques sur le sujet mais plutôt de commenter une somme de travaux que nous avons jugés heuristiques, sur une période allant *grosso modo* de la révolution industrielle à aujourd'hui.

Cette perspective historique sera complétée d'une tentative de comparatisme. En effet, les recherches menées aux différents coins du globe ou de la France permettent d'observer des variations en fonction des contextes locaux, ainsi que des similitudes liées au capitalisme mondialisé. Nous verrons par exemple que l'industrialisation et l'urbanisation tendent à faire émigrer les jeunes ruraux des régions riches ou pauvres au sein d'un territoire national ou à l'étranger, selon des modalités différentes mais des logiques comparables; ou encore que la « préférence » pour les scolarités courtes chez les jeunes ruraux est une caractéristique observée dans les pays « riches » comme dans les pays « pauvres ». Les enquêtes portant sur des terrains « étrangers » (de notre point de vue franco-centré) ne seront donc pas traitées « à part » puisqu'elles aident par comparaison à la compréhension du « cas français », si l'on peut parler ainsi d'un territoire rural national lui-même loin d'être homogène. Car à l'échelle administrative des régions, départements, cantons, communes, la réalité sociologique des mondes ruraux de la France est disparate : selon notamment que les territoires sont plus ou moins peuplés, touristiques, industriels, agricoles. Les inégalités entre territoires ruraux sont grandes, au même titre que celles que l'on retrouve dans l'espace urbaine. Comme un quartier d'affaires se distingue d'une cité HLM, un village de villégiature bourgeoise n'a pas beaucoup chose à voir avec un bourg industriel sinistré.

Cette diversité des contextes socio-spatiaux au sein d'ensembles artificiellement unifiés (les pays, les régions, etc.) pose donc une évidente difficulté à bâtir une revue de littérature sur les notions floues de « rural » et encore plus de « jeunes ruraux ». Le terme de rural donne une cohérence apparente à des territoires finalement peu comparables, pour peu que l'on s'intéresse à leur réalité sociologique. Néanmoins, des travaux de géographes, et depuis peu de certains sociologues, vont dans le sens d'une approche fine des espaces ruraux en distinguant des sous-catégories de territoires, selon qu'ils seront en voie de dépeuplement ou non, éloignés ou dépendants des aires d'influence des grandes villes, plus ou moins pénalisés par les délocalisations industrielles¹. Nous nous appuierons sur ces grilles de lectures spatiales pour ne pas abandonner la notion – longtemps uniformisée – de « rural » et la traiter dans sa pluralité.

De même, au travers de cette revue organisée en sous-thématiques (éducation et rapport à l'école, rapports sociaux de sexe, travail, autochtonie et rapport à la politique chez les jeunes ruraux), nous verrons à la suite de nombreuses recherches en sociologie qu'il n'y pas « une » mais « des » jeunesses rurales. Cette acceptation des inégalités sociales entre jeunes repose sur l'idée que la jeunesse est une catégorie polysémique recouvrant des réalités différentes, et qui plus est soumise à des usages variés dans le sens commun comme dans la littérature grise. Les travaux présentés montrent la nécessité de penser « les jeunes » – en l'occurrence ruraux mais cela vaudrait pour les autres – en fonction

¹ Voir par exemple dans l'étude prospective la DATAR en 2003, la distinction entre « campagnes des villes », « campagnes fragiles » et « nouvelles campagnes » : DATAR, 2003, *Quelle France rurale pour 2020 ? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*, Paris, La Documentation Française.

des différentes positions qu'ils occupent dans l'espace social. De façon schématique, les sociologues travaillant sur la jeunesse insistent plus ou moins sur les inégalités sociales en termes de classes au sein de la jeunesse selon qu'ils posent avant tout la question des sociabilités proprement juvéniles – la jeunesse se définissant alors de façon avant tout « horizontale² » – ou qu'ils insistent sur la question de la reproduction sociale des groupes étudiés³. Comme le rappelle Gérard Mauger⁴ à la suite de Pierre Bourdieu, pour parler de « jeunesse » en sociologie, il est nécessaire de faire la distinction, a minima, entre les « deux jeunesses⁵ » que constituent d'un côté « les héritiers⁶ » et de l'autre les jeunes « sans avenir⁷ », « à tout faire⁸ » et autres « enfants illégitimes⁹ ». À l'inverse, nombre de recherches sur « la jeunesse » confondraient « implicitement les jeunes de Neuilly et ceux d'Aubervilliers¹⁰ ». Vu sous cet angle, « la jeunesse n'est qu'un mot¹¹ » que nous manipulons spontanément inconsciemment, au même titre que « le rural », comme nous venons de l'évoquer, qui reste une expression floue que chacun tend à utiliser selon ses intérêts ou ses prénotions afin d'accentuer ou de minimiser par exemple l'observation d'écarts de conditions de vie ou de présence de l'État entre milieu dit urbain et milieu dit rural¹².

De manière générale, les populations rurales jeunes et moins jeunes ont longtemps fait l'objet d'approches culturalistes à tendances essentialistes¹³ selon lesquelles, par exemple, il y aurait des caractéristiques culturelles (et une personnalité) commune au seul fait d'habiter une certaine « région » (une catégorie qui là encore est instrumentalisée). Cette approche culturaliste s'applique en priorité aux populations dominées considérées comme radicalement différentes (peuples colonisés, populations racialisées, classes sociales éloignées de la culture légitime, etc.) de celles fréquentées (donc « connues ») par les intellectuels occidentaux. Les groupes sociaux dominés culturellement sont ainsi rangés dans des « communautés » au sein desquelles ils sont censés partager une « personnalité » typique ou supra-individuelle. De ce point de vue, nous verrons que l'approche des jeunes ruraux appréhendés au travers des enquêtes ethnographiques sur les « communautés villageoise », initiées par Robert Redfield, est assez semblable à l'étude des quartiers ouvriers (composés eux-mêmes de jeunes ruraux migrants) dans les ouvrages classiques d'Herbert Gans, *The Urban Village*, en 1962, ainsi que Willmot et Yung avec *Le village dans la ville. Famille et parenté dans*

² Nous pensons surtout aux travaux de sociologie de la jeunesse menés par (et autour de) Olivier Galland. Même si Olivier Galland tient compte lui-aussi des inégalités entre jeunes, notamment par le biais de ce qu'il appelle une « polarisation de la jeunesse française » (au sens d'inégalités dans l'accès à l'âge adulte et la stabilité) : Galland O., 2011, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin ; Cellule de sociologie de l'OFCE, 2000, « Une polarisation de la jeunesse française », *Revue de l'OFCE*, n° 72, p. 221-228.

³ Cette approche est privilégiée dans les enquêtes ethnographiques localisées où les relations entre les générations apparaissent certainement plus importantes que dans une saisie statistique d'une population définie comme « jeune » : voir par exemple, Beaud S., Pialoux M., 2003, *Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses*, Paris, Fayard ; ou Renahy N., 2005, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.

⁴ Mauger G., 2001, « "La jeunesse n'est qu'un mot". À propos d'un entretien avec Pierre Bourdieu », *Agora débats/jeunesses*, n° 26, p. 137-142.

⁵ Bourdieu P., 1980, Entretien avec Anne-Marie Métailié, *Les jeunes et le premier emploi*, Paris, Association des Âges, 1978, p. 520-530. Réédité dans Bourdieu Pierre, 1980, *Questions de sociologie*, Paris, Minuit, p. 143-154.

⁶ Bourdieu P., 1964, Passeron J.-C., *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Minuit.

⁷ Pialoux M., 1979, « Jeunesse sans avenir et travail intérimaire », *Actes de la recherche en sciences sociales*, « Classes d'âge et classes sociales », n° 26-27, p. 19-47.

⁸ Balazs G., 1979, « Jeunes à tout faire et petit patronat en déclin », *Actes de la recherche en sciences sociales*, « Classes d'âge et classes sociales », n° 26-27, p. 49-55.

⁹ Sayad A., 1979, « Les enfants illégitimes », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 25, p. 61-81 ; et n° 26-27, 1979, p. 117-132.

¹⁰ Mauger, 2001, *op. cit.*, p. 138. Sur ce point précis des différences de classes sociales au sein d'une même génération, nous verrons que les jeunes ruraux, enfant d'ouvriers et d'employé-e-s pour la plupart, apparaissent plus proches socialement des jeunes d'Aubervilliers que de ceux de Neuilly.

¹¹ Pour autant, Bourdieu ne renonce pas à une définition de cet « âge de la vie » qu'il considère comme étant propre à l'« incohérence statutaire ».

¹² La définition des aires urbaines par rapport aux territoires ruraux est en géographie un enjeu de luttes pour la représentation des inégalités socio-spatiales.

¹³ Sur la notion de culture, lire : Cuche D., 1996, *La notion de culture en sciences sociales*, Paris, La Découverte.

l'Est londonien en 1957¹⁴. Cette approche repose sur l'idée qu'au sein des milieux sociaux dominés culturellement, la vie s'est organisée et se perpétue sous la forme d'une communauté homogène localisée et prédestinée à le rester. Mais la mobilité géographique des jeunes de classes populaires rurales ou urbaines et la diversité sociologique de leurs situations ont amené les chercheurs à sortir lentement ce modèle réducteur. En résumé, l'objet « jeunes ruraux » se compose de deux mots dont les définitions sont des enjeux de luttes dans les champs¹⁵ scientifique et politique pour imposer ce que seraient « la jeunesse » et « le rural ». Ces luttes mériteraient d'ailleurs tout un travail de sociologie des sciences en ce qu'elles reflètent les collisions entre ces deux champs : scientifique et politique. Plutôt que de retracer la genèse et l'espace des usages concurrents des catégories de « jeunesse » et de « rural », nous adopterons simplement un point de vue critique sur les travaux recensés. Si le fait de ne pas proposer de définition de ce que sont les jeunes ruraux autrement que dans leur diversité peut paraître décevant pour le lecteur, c'est pour nous un moyen de ne pas essentialiser cette catégorie manipulable parce que méconnue, en pensant que « s'il y a une vérité », comme dit Pierre Bourdieu, « c'est que la vérité du monde social est un enjeu de luttes : parce que la représentation que les groupes se font d'eux-mêmes et des autres groupes contribue pour une part importante à faire ce que sont les groupes et ce qu'ils font¹⁶ ».

Ce parti pris méthodologique nous a permis un vaste choix dans les références recensées, en exigeant seulement une visibilité des matériaux utilisés de façon à les comparer les uns aux autres. Dans leur contenu, les enquêtes commentées « parlent » de jeunes ruraux mais n'emploient pas forcément cette expression, en préférant par exemples utiliser les termes de « jeunes paysans », « jeunes de la campagne », « apprentis », « célibataires », « jeunes mères », « ouvriers-paysans », « élèves ruraux », « migrants » (etc.). L'inconvénient le plus commun de ces recherches est qu'elles assimilent l'ensemble des jeunes ruraux à des jeunes paysans. Plus largement, de tels travaux plus ou moins datés sont comme nous le verrons intéressants pour la compréhension des jeunes ruraux, à condition de ne pas s'en tenir à des critères de définition objectifs (par exemple, l'ensemble des 19-25 ans habitant des communes de moins de 2000 habitants¹⁷) qui peuvent faire gages de sérieux scientifique mais ne perpétuent au fond qu'une longue tradition essentialiste de la jeunesse rurale. Concrètement, l'expression « jeunes ruraux » nous apparaît pertinente à condition qu'elles ne viennent pas écraser les variables géographiques et sociologiques heuristiques. Pour ne pas éviter totalement la question de la définition, nous dirons prudemment que cette revue est consacrée aux générations entrantes sur les marchés professionnel et matrimonial, habitant des territoires où le mode de vie est caractérisé ou perçu comme « rural » (en comparaison du mode de vie urbain) par ceux qui l'ont étudié.

Une difficulté concrète dans la fabrication de cette bibliographie a consisté à mettre la main sur des travaux rédigés avant « l'ère numérique », en particulier lorsqu'il s'agissait de rapports de recherche quasi confidentiels¹⁸ ou de rapports d'études commandés par des institutions territoriales. Ces derniers répondent à des problèmes sociaux prédéfinis par les politiques publiques, tels que « l'adaptation et la formation de la main d'œuvre rurale au travail industriel¹⁹ » (un thème récurrent depuis le XIX^e siècle en France et les années 1930 aux États-Unis), ou plus récemment,

¹⁴ Gans Herbert, 1982 [1962], *The Urban Villagers. Group and Class in the life of Italian-Americans*, New-York, Free Press ; Young M., Willmott P., 2010 (1957), *Le village dans la ville. Famille et parenté dans l'Est londonien*, Paris, PUF.

¹⁵ Le concept de champ est emprunté à Pierre Bourdieu pour qui chaque champ est un « espace structuré de positions » relativement autonome, si bien qu'« à chacun des champs correspond un point de vue fondamental sur le monde qui crée son objet propre et qui trouve en lui-même le principe de compréhension et d'explication convenant à cet objet ». Ce qui nous intéresse avec le concept de champ sur la question des « jeunes ruraux », c'est l'idée de « Dire, avec Saussure, que « le point de vue crée l'objet », c'est-à-dire qu'une même « réalité » fait l'objet d'une pluralité de représentations socialement reconnues ». Voir Bourdieu P., 2003 [1997], *Méditations pascaliennes*, Paris, Le Seuil, p. 142-143.

¹⁶ Bourdieu P., 2002, *Le bal des célibataires*, Paris, Le Seuil, p. 249.

¹⁷ La définition standard du « rural » est celle de l'INSEE : les communes de moins de 2 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine.

¹⁸ Je remercie à ce titre Gilles Laferté et Nicolas Renahy de m'avoir fait parvenir des archives de rapports de recherche inaccessibles sur internet.

¹⁹ UNESCO, « La formation des jeunes ruraux en vue des changements que pourra apporter l'avenir dans leurs occupations ou dans leur

« faire revenir » les jeunes ruraux émigrés (diplômés) dans leur région d'origine²⁰. Ces rapports, écrits dans le temps de l'urgence politique, rendent peu compréhensibles les résultats des enquêtes (conduites par questionnaires la plupart du temps) car ils négligent d'explicitier leur méthodologie. Certains, que nous ne commenterons pas, semblent clairement apporter une réponse commandée à l'avance par les pouvoirs publics. Par ailleurs, les enquêtes « à la campagne » ont eu tendance à constituer une parenthèse dans la carrière des chercheurs en sciences sociales. Ce terrain de recherche « ailleurs » est souvent ponctuel, notamment pour lancer un début de carrière dans une enquête collective, comme le racontent par exemple certains participants de la grande enquête interdisciplinaire sur Plozévet²¹ (un village Breton investi par des intellectuels au début des années 1960). Ces travaux sont alors propres à tomber dans l'oubli car ils ne sont pas réutilisés et revalorisés par un chercheur tout au long de sa carrière. Enfin, des enquêtes de sociologie usant des méthodes statistiques passent parfois inaperçues. Car elles ont pu englober les jeunes ruraux dans la population analysée sans pour autant juger opportun d'isoler leur appartenance géographique pour en faire un facteur explicatif (cette tendance a été surtout repérée dans les années 1970-1980).

A contrario, grâce à la numérisation et au regain d'intérêt pour la sociologie rurale depuis les années 1990-2000, le travail de recherche et de classement bibliographique est devenu relativement aisé. D'autant plus que le renouveau des recherches rurales ces dernières années s'est opéré en parallèle d'un ample mouvement de spécialisation des objets de recherche. Les chercheurs en sociologie rurale travaillent désormais sur un phénomène social rural particulier ou sur une frange de la population rurale, telle que « les jeunes » ou « les jeunes de classes populaires », « les jeunes femmes rurales », « les jeunes agriculteurs », « les jeunes ouvriers ruraux ». Cela rend possible la recension bibliographique par mots clés. La notion de « jeune ruraux » s'est de cette manière imposée comme objet de recherche moins par sa valeur heuristique que par cette logique de classement des recherches et des chercheurs. Elle permet désormais de rassembler un corpus de travaux de chercheurs qui se commentent les uns les autres, et de constituer ainsi les limites d'un « sous-champ » de recherche en sociologie. Ces travaux récents sur les jeunes ruraux se spécialisent différemment comme nous le verrons selon les disciplines. En géographie par exemple, prévalent les enquêtes sur la mobilité à l'échelle locale et les migrations. Tandis qu'en sociologie, les jeunes ruraux sont surtout enquêtés sur les thèmes des rapports sociaux de sexe et de classes, avec une prédominance des terrains scolaires (en France et ailleurs).

milieu » ; AFAP. L'adaptation et la formation de la main-d'œuvre rurale au travail industriel, *Population*, n° 2, vol. XVII, 1962, p. 360-361.

²⁰ DATAR, 2003, *op. cit.*

²¹ Pour une explication de l'enquête sur Plozévet lire : Paillard B., Simon J.-F., Le Gall L., 2010, *En France rurale. Les enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960*, Presses universitaires de Rennes.

DES MANIÈRES D'APPRÉHENDER LES JEUNES RURAUX EN SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Les jeunes ruraux enquêtés sur la période récente sont plus souvent de classes populaires que de classes supérieures. L'intérêt scientifique reflète logiquement la composition majoritairement populaire des populations rurales avec notamment 32 % d'ouvriers dans la population active contre 21 % en milieu urbain. Une étude du CREDOC²² avance que 51 % des jeunes (« les 18-30 ans ») ruraux seraient ouvriers²³ ou employés contre 43 % des jeunes urbains. Comme le remarque Yves Lambert (un des sociologues ayant légitimé la notion de « jeunes ruraux » en sciences sociales) : « sur la formation et l'emploi, (...) les particularités des jeunes ruraux tiennent essentiellement au fait que leurs origines sociales sont plus populaires (moins de professions intermédiaires et de cadres) ou que les plus diplômés quittent davantage le milieu rural²⁴. » Cette présence massive d'ouvrier-e-s et d'employé-e-s en milieu rural, comme nous allons le voir dans cette revue, a été tardivement prise en compte par les chercheurs²⁵ parce qu'elle écornait l'image d'Épinal de la campagne paysanne. Mais désormais, la base ouvrière des mondes ruraux constitue un acquis pour la plupart des enquêtes actuelles et à venir, en particulier depuis les livres remarquables de Florence Weber dans les années 1980, et ensuite de Nicolas Renahy dans les années 1990²⁶.

LES JEUNES DE L'EXODE RURAL : UNE CLASSE LABORIEUSE À PROBLÈMES

De la révolution industrielle jusqu'aux années 1970 environ, la préoccupation des chercheurs pour les jeunes ruraux a partie liée aux « questions de société » et aux « problèmes sociaux » engendrés par leurs migrations vers les villes. Que ce soit dans l'optique d'une muséographie visant à enregistrer une « culture » rurale paysanne appelée à disparaître, ou pour intégrer et contrôler cette nouvelle main d'œuvre urbaine industrielle, les jeunes ruraux ont suscité l'intérêt des gouvernants et des chercheurs à des périodes de bouleversement sociaux et d'incertitude par rapport à l'avenir. Les phénomènes structurels ayant entraîné ces migrations correspondent à des restructurations de l'économie que l'on peut considérer, au sens de Robert Castel, comme des bifurcations du capitalisme²⁷. Les jeunes ruraux ont ainsi été les acteurs de cette histoire chaque fois qu'ils sont partis en ville vendre leur force de travail, ou même qu'à la campagne, ils sont peu à peu devenus ouvriers dans l'industrie en délaissant l'agriculture, parce que ce secteur réclamait de moins en moins de bras. Cette histoire des jeunes ruraux au travers de l'histoire du capitalisme industriel rappelle combien les milieux ruraux sont marqués par le développement des villes et de l'économie globale. Il serait illusoire à cet égard d'envisager le rural et l'urbain comme des entités par nature différentes, au plan culturel comme au plan économique. En vérité ces espaces n'ont fait que de se développer conjointement²⁸. L'histoire rurale nous met en garde de cette manière contre les discours qui évoquent une disparition de la vie rurale, un « grand remplacement » des « civilisations » dites paysannes ou autochtones par les habitants des villes cosmopolites.

²² Voir l'enquête par questionnaires du CREDOC « Conditions de vie et aspiration des Français » sur www.credoc.fr

²³ Et pour les jeunes hommes, on estime qu'environ 60 % de jeunes ruraux sont ouvriers.

²⁴ Lambert Y., 1991, « Peut-on encore parler de jeunes ruraux ? », *Économie rurale*, n° 202-203, p. 77.

²⁵ Il y a seulement 6 % d'actifs agricoles en milieu rural aujourd'hui.

²⁶ Weber F., 2009 (1989), *Le travail à côté. Une ethnographie des perceptions*, Paris, Editions de l'école des hautes études en sciences sociales ; Renahy N., 2005, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.

²⁷ Castel Robert, 1995, *Les métamorphoses de la question sociale*, Gallimard, Paris.

²⁸ L'urbanisation apparaît comme un facteur déterminant de la vie à la campagne depuis la révolution industrielle et ces phénomènes migratoires dont nous allons parler montrent bien l'impasse qui réside dans le fait de penser « le rural » comme une entité autonome ou du moins opposée à l'urbain. Cette vision dynamiste des rapports ville/campagne est développée par l'important courant de géographie marxiste aux États-Unis. Voir Brenner N., 2004, *New state spaces : urban governance and the rescaling of statehood*, Oxford University Press.

Rappelons tout d'abord qu'en France, l'« exode rural », présenté dans l'historiographie officielle comme un mouvement massif et inéluctable de passage d'une société rurale à une société urbaine, n'a pas été si radical que dans les autres pays européens très tôt industrialisés, comme le montre notamment Gérard Noiriel²⁹. L'émigration des ruraux français fut clairement insuffisante pour alimenter l'expansion de l'industrie des villes au début du XIX^e siècle, d'où le recours à l'immigration extranationale. 1 million d'ouvriers immigrés vivent en effet France, à Paris principalement, en 1880. Jusqu'à la première moitié du XX^e siècle, cette faiblesse relative de l'exode rural national s'explique en partie par un fort contrôle de la natalité en milieu rural français : les familles paysannes ayant moins d'enfants à nourrir peuvent se permettre de tous les garder dans l'exploitation familiale ou de les faire travailler ailleurs au village. Mais surtout, l'exception française repose sur le fait que beaucoup de petits paysans du XIX^e siècle sont devenus propriétaires d'un lopin de terre. Ils peuvent ainsi continuer à le cultiver tout en s'employant comme ouvriers à certaines périodes de l'année³⁰. Ce sont donc surtout les ruraux « sans terre », les jeunes hommes pauvres, qui émigrent vers les grandes industries urbaines naissantes pour vendre leur force de travail. L'exode rural du XIX^e siècle est dans sa grande majorité une migration de la Province vers Paris. Les jeunes ruraux devenus ouvriers font l'expérience d'une situation de travail et de logement relevant de la survie. Par delà leurs conditions matérielles d'existence déplorable, ils souffrent du déracinement, à l'instar des ouvriers étrangers eux-mêmes originaires de milieu rural. À Paris, ces anciens ouvriers agricoles ou de l'artisanat rural, prédisposés à considérer le travail en usine comme aliénant (un travail « en miettes ») en comparaison de leurs anciennes activités, poseront des problèmes de maintien de l'ordre et de stabilité politique³¹. Comme le note aussi Gérard Noiriel : « Ces travailleurs déracinés – qui, pour la plupart, ne parlent pas le français et vivent entassés dans les faubourgs de la capitale – viennent grossir les rangs du prolétariat révolutionnaire. Cette émigration massive sera considérée, par les observateurs de l'époque, comme l'une des principales causes de la révolution de 1848. C'est pourquoi la politisation du “problème” de la migration se focalise alors sur la question de l'émigration des ruraux vers les villes. Dans un monde où c'est encore l'usage de la force physique qui permet de conquérir le pouvoir d'État, il faut absolument éviter la concentration des ouvriers dans ce lieu névralgique que constitue la capitale³². »

En raison de cette crainte qu'une trop forte concentration ouvrière urbaine n'entraîne d'autres révoltes, et des contraintes à la mobilité vers la ville d'une masse importante de ruraux établis localement par le biais de la propriété de petits lopins de terre, ce sont les patrons de l'industrie qui vont peu à peu faire installer leurs usines près de la main d'œuvre rurale. La période dite de la « seconde révolution industrielle », le plus souvent datée de 1820 à 1870, concernera ainsi davantage le monde rural. Cette configuration va permettre à la plupart des ouvriers ruraux de rester en partie paysans en travaillant à proximité de leur petite ferme. Le patronat plante cette nouvelle industrie loin des villes selon les ressources naturelles disponibles à proximité (comme c'est le cas dans la fonderie par exemple). Et le découpage administratif fera que ces territoires ouvriers seront souvent situés aux frontières des départements, là-même où l'on retrouve, encore aujourd'hui, les plus fortes proportions d'ouvriers. Cette période inaugure l'apogée d'un mode de production paternaliste dans lequel s'exerce une « domination personnalisée³³ ». Le patron et sa famille vivent sur place afin d'encadrer la population locale devenue dépendante de l'usine et de ses propriétaires. Frédéric Le Play et les membres de la Société internationale des études pratiques de l'économie sociale (membres du gouvernement et patrons pour la plupart d'entre eux) réaliseront toute une série de monographies réunies dans *Les ouvriers des deux mondes*, une somme publiée en 1861 sur ces « types nouveaux » de concentrations ouvrières. Ces

²⁹ Voir Noiriel G., 1986, *Les ouvriers dans la société française*, Le Seuil, Paris. Notamment le chapitre 2 « le gigantesque paradoxe » qui décrit avant les premières années de la III^e République la coexistence des activités industrielles et agricoles chez les ouvriers.

³⁰ Sur les causes de cette spécificité française, lire : Bloch M., 2006 (1932), *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Armand Colin, Paris.

³¹ Voir Chevalier L., 2002 (1958), *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Perrin, Paris.

³² Noiriel G., « L'immigration : naissance d'un « problème » (1881-1883) », *Agone*, n° 40, 2008.

³³ Voir Renahy N., 2008, « Une lignée patronale à la mairie », *Politix*, n° 83, p. 75-103.

enquêtes monographiques marquent en France une première forme de sociologie des mondes ruraux liée à la préoccupation politique (sous pression des patrons de l'industrie) de la mise au travail industriel des paysans en comparant Paris et les industries rurales. Cette préoccupation française pour les ruraux est assez semblable à celle qui est survenue un peu plus tard aux États-Unis.

Tandis que dans les enquêtes françaises, on ne parle pas spécifiquement des « jeunes » à une époque où la notion de jeunesse n'a pas le sens qu'on lui donne aujourd'hui, outre-Atlantique, la situation des jeunes migrants de l'industrie donne lieu, à notre connaissance, aux premières enquêtes sociologiques spécialement dédiée aux jeunes ruraux. Le contexte est celui de l'Amérique du Nord des années 1930 suite à « la grande dépression » économique de 1929³⁴. Sous l'influence de chercheurs proches du pouvoir, le gouvernement de Herbert Hoover (1929-1933) commande des recherches collectives (démographiques et monographiques) sur la jeunesse rurale. Le contexte états-unien est assez comparable à celui des pays industrialisés d'Europe au sens où la jeunesse rurale devient minoritaire dans les recensements par rapport à la jeunesse urbaine au fil des migrations de travail et de l'agrandissement de certaines bourgades en petites villes. Mais avec « la crise de 29 », les jeunes d'origine rurale arrivés depuis peu dans des villes industrielles en pleine expansion se voient soudainement dépourvus de travail. Une partie d'entre eux retourne alors vivre au village, au bourg ou dans le ranch familial isolé. Dans un article de 1936³⁵, Bruce L. Melvin, un sociologue rural proche du gouvernement s'étant spécialisé sur la jeunesse à cette occasion, considère « le problème des jeunes ruraux comme l'un des plus cruciaux³⁶ » de tous ceux engendrés par la dépression économique. Sur les 11 millions de jeunes ruraux que comptent les États-Unis en 1936 (soit la moitié des 15-24 ans du pays), entre 2 et 3 millions sont revenus des villes après la crise économique. Ce « problème des jeunes ruraux » licenciés en masse des usines urbaines se pose surtout dans les bourgs, car les jeunes des fermes à l'écart (environ 7 millions des jeunes ruraux) sont moins souvent partis travailler en ville ou ont retrouvé du travail dans l'exploitation familiale à leur retour. Les villages états-uniens, comme le note Bruce Melvin, sont alors composés de jeunes appartenant à deux classes sociales bien différentes, l'une ouvrière (« industrielle ») et l'autre agricole, avec parfois une troisième classe composée de ceux qui, comme en France, alternent travail d'ouvrier agricole et travail d'ouvrier industriel. Avec ce tableau de la composition des mondes ruraux, l'approche du rural « made in US » apparaît dès les années 1930 relativement moins passéiste et mythifiée qu'elle ne le sera en France « jusque dans années 1970 » où prédomine, comme nous le verrons, une « opposition plaçant la tradition dans le rural et le moderne dans l'urbain³⁷ ».

Selon Melvin et différents acteurs politiques de l'époque, au sein des villages « les plus pauvres » des États-Unis, le « surplus » de jeunes revenus des villes pose un problème immédiat de chômage dans le contexte de mécanisation d'une agriculture qui requiert de moins en moins de main d'œuvre. Melvin, militant d'une « planification rurale » sur le modèle de la planification des villes, prédit même en cas d'inaction de l'État fédéral la formation de « gangs » et avec eux l'arrivée de la drogue et de la prostitution (« etc. », rajoute Melvin) en milieu rural³⁸. Cette crainte d'éventuels phénomènes de déviance chez les jeunes ruraux migrants est ainsi comparable à ce que les dirigeants politique et économique ont pensé des jeunes ruraux ayant migré en ville en France au XIX^e siècle. Même si les jeunes restés au village étaient moins considérés comme « à problèmes » que leurs homologues urbains, l'historien Jean-Claude Farcy

³⁴ La sociologie rurale existe institutionnellement aux États-Unis depuis 1915 avec la création d'un département de sociologie rurale au New York State College of Agriculture à l'Université de Cornell. Mais ce n'est qu'en réponse aux problèmes de gouvernance rurale causés par la dépression économique de 1929 que cette sous-discipline s'intéressa spécifiquement, outre Atlantique, à la question des jeunes ruraux. Notons que la sociologie rurale apparaît plus tard aux États-Unis qu'en Europe, où il est d'usage d'attribuer la création de ce domaine de recherche à l'Allemand Ferdinand Tönnies en 1887 avec la parution de *Communauté et société*.

³⁵ Malvin, L. Brice, 1936, « Scope of the research of rural youth needed today », *Social Force*, Oxford University Press, p. 55-58.

³⁶ *Ibid.*, p. 55. De même, dans les années 1950, en France, Henri Mendras dira au sujet des migrations des jeunes ruraux que c'« est peut être le plus important de l'histoire contemporaine ».

³⁷ Laferté G., 2013, *L'embourgeoisement agricole dans les formes localisées de la structure sociales. Revisite et ethnographie collective*, tome 3, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, université Paris IV, p. 21.

³⁸ *Ibid.*, p. 57.

montre que « ce modèle d'une jeunesse (rurale) bien intégrée socialement, s'il reste valable pour l'ensemble du XIX^e siècle – et même, partiellement, dans la première moitié du siècle suivant – n'est pas sans subir les conséquences de l'évolution des campagnes sous l'effet du libéralisme économique et de l'intégration progressive de l'ensemble national³⁹. » Avec un peu de retard par rapport aux États-Unis, les chercheurs français s'inquiéteront alors non pas de la formation de gangs de jeunes ruraux mais avant tout de leur adaptabilité au travail industriel dans une période de modernisation de l'agriculture, à l'image de ce texte au ton essayiste sur : « L'habileté manuelle chez de jeunes ruraux en vue de leur adaptation à d'autres métiers que celui de l'agriculture⁴⁰. »

De façon constante, jusque dans les années 1970 environ, les recherches françaises ont insisté sur la spécificité des ouvriers ruraux toujours attachés au travail de la terre. Ils resteraient « culturellement » paysans et seraient difficilement convertibles au travail d'usine. Sur la base de ces prénotions, durant les deux premiers tiers du XX^e siècle, les sciences sociales françaises, et en particulier l'anthropologie, ont relativement ignoré les nouvelles formes de vies rurales nées de l'industrialisation (qu'elle soit urbaine ou rurale), en restant cantonnées à l'opposition que nous évoquons plus haut : un « rural traditionnel » contre un « urbain moderne ». De cette manière, les ruraux continuèrent d'être considérés comme des paysans tandis qu'une partie d'entre eux, devenue majoritaire dans la seconde moitié du XX^e siècle, occupent des emplois d'ouvrier·e·s de l'artisanat ou de l'industrie et d'employé·e·s (pour les femmes notamment). Désormais, comme le note Julian Mischi, « dans un contexte de déclin massif et régulier des effectifs agricoles depuis les années 1950, les ouvriers constituent le groupe social le plus représenté dans les campagnes⁴¹ ». Sur la base d'un tel écueil, en « sociologie de la jeunesse », enquêter sur les fils de paysans – en se souciant peu qui plus est de l'existence des jeunes femmes – a longtemps autorisé à parler des jeunes ruraux dans leur ensemble. D'ailleurs, le manque d'intérêt passager pour les jeunes ruraux est en partie lié à cette méconnaissance de l'existence de groupes sociaux autres que paysans en milieu rural à des périodes où la sociologie s'est focalisée sur les groupes ouvriers. Le fait de considérer aujourd'hui le milieu rural comme un espace très ouvrier par rapport au reste du territoire français en fait désormais un objet de recherche plus attractif pour la sociologie, discipline historiquement orientée vers la classe ouvrière. Cette méconnaissance des groupes sociaux ruraux a aussi été entretenue par une sociologie des mondes agricoles dont les travaux les plus en vue mettaient en avant « la fin des paysans », selon l'expression de Mendras⁴², sans évoquer clairement leur devenir ouvrier.

La lente prise en compte des ouvriers ruraux

À l'inverse, en géographie, dès 1956, Madame Jean Perrot, dans un article intitulé « La jeunesse rurale dans le département de l'Isère », montrait que de nombreux cantons et communes étaient majoritairement composés d'ouvriers⁴³. Et que déjà à cette époque, ces cantons faisaient face à un phénomène de dépeuplement avec le départ des jeunes, faute d'embauche à l'usine locale. Ce phénomène est encore à l'œuvre aujourd'hui dans les territoires que le géographe Pierre Pistre regroupe sous le type de « campagne productive⁴⁴ ». Ces bassins d'emplois ruraux et industriels sont de ceux dont la population a le plus chuté (et vieilli) depuis 1968, même si une partie d'entre eux affiche un solde démographique positif depuis 1999, dans le mouvement de repeuplement généralisé du milieu rural.

³⁹ Farcy J.-C., 2011, « Approche historique des jeunesses rurales (France XIX^e siècle) », *Memoria y civilizacion*, n° 14, p 35.

⁴⁰ Duchapt H., 1959, « L'habileté manuelle chez de jeunes ruraux en vue de leur adaptation à d'autres métiers que celui de m'agriculture. », *Enfance* 12, n° 1, 1959, p. 49–63.

⁴¹ Mischi J., 2013, « Les territoires ruraux, des espaces ouvriers en mutation », *Métropolitiques*, n° 16, septembre 2013, URL : www.metropolitiques.eu/Les-territoires-ruraux-des-espaces.html

⁴² Mendras, H., 1984 (1967), *La fin des paysans*, Paris, Actes Sud.

⁴³ Madame Jean Perrot, « La jeunesse rurale dans le département de l'Isère », *Revue de géographie alpine*, tome 44, n° 1, 1956, p. 57-97.

⁴⁴ Pistre P., « Les campagnes françaises : un renouveau incontestable mais très inégal », *Population & Avenir*, n° 715, 2013/5, p. 4-8.

Pour rester sur les enquêtes plus anciennes, notons que la première enquête de terrain au XX^e siècle à se focaliser sur les « ouvriers-paysans » en France, donc sur la présence des ouvriers et pas que des paysans en milieu rural, n'arrive qu'en 1949⁴⁵. Elle est le fait d'un économiste de la branche « économie sociale », Robert Goetz-Girey. Intéressé par la question de « distance » entre groupes sociaux, Goetz-Girey souligne déjà dans cette monographie l'opposition (que l'on retrouve aujourd'hui) entre les agriculteurs et commerçants d'un côté, et de l'autre les ouvriers de l'industrie métallurgique (puis automobile) du pays de Montbéliard. Il consacre tout un passage de son étude à la jeunesse perçue, comme dans d'autres travaux, comme la génération la plus tournée vers « la nouveauté » ou « le progrès » que constitue le travail industriel. Remarquons au passage que 30 ans plus tard, toujours sur le département du Doubs⁴⁶, Robert Chapuis, chercheur en « géographie sociale », va s'intéresser lui aussi à l'existence de populations ouvrières et analyser les différentes logiques de migration des jeunes ouvriers des villages vers les industries des bourgs et des villes. L'effritement des stéréotypes sur la campagne et donc sur sa jeunesse se fait ainsi progressivement mais il semble que ces stéréotypes reviennent sans cesse et nécessitent d'être attaqués, par l'enquête, à chaque époque⁴⁷.

Au début des années 1950, une monographie de village réalisée sous l'égide de Claude Lévi-Strauss par Lucien Bernot et René Blancard va durablement heurter les représentations urbaines de ce que les ethnologues appellent alors les « communautés villageoises », perçues comme unifiées et solidaires, unies par une personnalité supra-individuelle. L'ouvrage, *Nouvelle, un village français*⁴⁸, montre d'abord l'opposition, en milieu rural, entre les familles paysannes et ouvrières dans l'organisation familiale, montrant par exemple que le chef de famille est plus distant et moins autoritaire chez les ouvriers que chez les paysans. Bernot et Blancard décrivent surtout le village comme un espace social hiérarchisé. Ce livre vient contredire le mythe de la communauté rurale par la mise en lumière des conflits et antagonismes au sein de cette population populaire et fortement précaire (avec des jeunes de l'assistance publique notamment, qui sont employés dans les verreries locales). Le village de Nouvelle (dont le vrai nom, dévoilé depuis, est Nelse Normandeuse), en Seine Maritime, apparaît comme replié sur lui-même et hostile aux « étrangers ». Les « étrangers », ce sont ceux que l'on « ne fréquente pas » (p. 16), ceux d'un autre département, ou ceux d'une autre classe sociale qui appartiennent à un groupe localement stigmatisé. Les jeunes parents éduquent ainsi leurs enfants en partant du principe que le monde extérieur les menace. Aussi, la vie de ces classes populaires rurales apparaît dans l'ouvrage comme socialement prédestinée, à l'image du chapitre consacré aux jeunes qui se conclut ainsi : « Les adolescents laissent passer la chance de se faire la vie qu'ils souhaitaient mais, de plus, en prenant comme conjoint celui ou celle que le *hasard* plaça un soir de bal, en face d'eux, ils renoncent implicitement à l'effort de faire un choix en vue de se construire un foyer conforme à leurs désirs, à leurs idéaux, comme ils ont renoncé à tout effort pour avoir un métier consciemment choisi » (p. 193).

Ce livre écrit dans les années 1950 sera, semble-t-il, lu davantage dans les années 1960-1970 qu'au moment de sa parution. Le contexte de l'époque (légitimité des discours sur « la classe ouvrière », forte syndicalisation, puissance du parti communiste etc.) contribue notamment à rendre visible le groupe des ouvriers ruraux via leur participation à la politique locale (même s'ils sont cachés derrière les représentations dominantes du monde ouvrier urbain) et *Nouvelle* décrit une population ouvrière fermée sur elle-même, hostile au changement, bref, antirévolutionnaire. Les opinions et la participation politique des ouvriers ruraux ont été enquêtées d'abord par l'intermédiaire des « branches ouvrières » de l'Action Catholique. L'engagement de ceux que l'on prend pour des paysans conservateurs surprend dans un premier temps, comme le raconte René Raimbault, ancien président national de la

⁴⁵ Goetz-Girey R., 1949, « Les ouvriers-paysans », *Mélanges Gonnards*, p. 149 et suiv.

⁴⁶ Chapuis R., 1982, *Les ruraux du département du Doubs*, Editions Cêtre, Besançon.

⁴⁷ Au-delà de la méconnaissance des contextes sociohistoriques, il nous semble que les stéréotypes sur la campagne réapparaîtront aussi longtemps que coexisteront des points de vue intellectuels contemplatifs et des usages productifs de la campagne.

⁴⁸ Bernot L. et Blancard R., 1995 [1953], *Nouvelle, un village français*, Paris, Editions des archives contemporaines, Préface de Claude Lévi-Strauss.

JAC (Jeunesse agricole chrétienne) : « Des ouvriers faisant campagne (dans les années 1960) aux élections municipales, c'était tout à fait nouveau !⁴⁹ » Militant de la « branche ouvrière » de l'Action catholique, ouvrier lui-même, Joseph Rochard a étudié ces travailleurs de l'industrie qui vivent dans des villages. Dans un livre succinct paru en 1966, il n'est guère enthousiaste sur la participation politique des ruraux et préconise d'aider *Les ouvriers ruraux*⁵⁰ à développer une conscience collective, car la lutte des classes est une réalité dans les villages. Rochard raconte aussi comment les candidatures ouvrières aux élections municipales sont refusées par les notables locaux, dont les paysans riches. Puis, sur les conditions de vie des jeunes ouvriers, l'auteur montre comment les jeunes sont amenés à quitter leur rôle d'aide à la petite ferme parentale pour aller travailler à l'usine du coin tout en restant habiter au village. Joseph Rochard relève alors le manque d'argent des jeunes ménages ouvriers ruraux dans lesquels la femme reste travailler au foyer. Il explique ainsi la (lente) normalisation de l'emploi féminin dans la classe ouvrière, au sein de ces milieux d'interconnaissance que sont les villages. Ce genre de travaux est rare dans les années 1960 car le sens commun marxiste de cette époque était enclin à ignorer les ouvriers vivant et travaillant en dehors des grands bastions⁵¹. Ce n'est par exemple qu'en 1979, dans *L'espace ouvrier*⁵², ouvrage classique de la sociologie de la classe ouvrière, que Michel Verret fait remarquer qu'au moins un quart des ouvriers vivent en milieu rural⁵³.

Bourdieu : le coup de projecteur

Notons que Michel Verret, comme d'autres chercheurs qui travailleront sur les mondes ruraux par la suite, est lui-même originaire d'un village (et fils de vétérinaire)⁵⁴. De cette manière, la prise en considération des populations ouvrières rurales de la part de certains chercheurs n'est pas sans lien avec leurs origines géographiques et sociales⁵⁵. La figure de Pierre Bourdieu est ici incontournable. Le sociologue, après ses travaux en Béarn, va populariser et légitimer les travaux de sociologie rurale. Rappelons que dans ses textes sur le célibat paysan (réunis dans *Le bal des célibataires*⁵⁶), à partir d'une enquête réalisée dans les années 1960, Pierre Bourdieu parle concrètement des transformations de la jeunesse rurale de sa région natale. L'opposition que nous évoquions ci-dessus entre ouvriers et paysans se retrouve dans l'article « Célibat et condition paysanne » sous la forme du bourg ouvrier et employé contre le hameau paysan. Bourdieu constate que « l'urbanisation du bourg s'est accompagnée de la « paysanisation » des hameaux » (p. 93), et qu'au-delà, la crise de reproduction qui frappe les jeunes paysans est une conséquence de la transformation des sociétés rurales dans leur ensemble. La thématique de la crise de reproduction illustre chez Bourdieu l'inadaptation du mode de vie rural paysan au nouveau mode de production capitaliste urbanisé. Sur le marché matrimonial, les jeunes paysans dont parle Bourdieu n'ont qu'une faible valeur. Autrement dit, même s'ils possèdent des terres, les fils aînés ne trouvent plus de filles qui veulent vivre à la ferme. Le bal est utilisé par Pierre

⁴⁹ Ducasse J.-L., *Chrétiens dans le monde rural : LAC-MFR-CLR 1939-1989*, Paris, Les éditions ouvrières, p. 100.

⁵⁰ Rochard J., 1966, *Les ouvriers ruraux*, Paris, Les éditions ouvrières.

⁵¹ Ce texte sur le Québec fait figure d'exception : Fortin Gérald, 1965, « Milieu rural et milieu ouvrier : deux classes virtuelles », *Recherches sociographiques*, vol. VI, n° 1, p. 47-57.

⁵² Verret M., 1979, *L'espace ouvrier*, Paris, Armand Colin.

⁵³ On peut noter que Michel Verret dirige à l'université de Nantes la thèse, à la fin des années 1970, de Jean-Pierre Fleury sur « les ouvriers-paysans de la Brière ».

⁵⁴ Voir Verret M., « Histoire d'une fidélité. Biographie de Michel Verret par lui-même », *Politix*, vol. IV, n° 13, 1^{er} trimestre 1991, p. 43-49.

⁵⁵ C'est pourquoi une telle revue de littérature nécessiterait un travail d'histoire des sciences sociales sur archives et par entretiens auprès de ceux ayant contribué à institutionnaliser cet objet de recherche en France et à faire évoluer de surcroît sa légitimité scientifique et politique. En l'état, ce sont les textes d'histoire de la sociologie rurale – nombreux sur ces dix dernières années – qui peuvent constituer des éclairages, bien qu'ils parlent plus des agriculteurs que des jeunes ouvriers. Sur l'histoire de la sociologie rurale, lire notamment : Paillard B., Simon J.-F., Le Gall L. (dir.), *En France rurale. Les enquêtes interdisciplinaires depuis les années 1960*, Rennes, PUR, 2010 ; Weber F. « Ethnologues à Minot. Quelques questions sur la structure sociale d'un village bourguignon », *Revue Française de Sociologie* 22, n° 2, 1981, p. 247-62 ; Hervieu B., Purseigle F., « Exode rural : les habits neufs d'une vieille question », in *L'enjeu mondial. Les migrations*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2009, p. 45-52 ; Laferté, 2013, *op. cit.*

⁵⁶ Bourdieu P., 2002, *Le bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn*, Le Seuil, Paris.

Bourdieu pour illustrer ce « véritable choc des civilisations » dans lequel le paysan « pas sortable » est trahi par son *habitus* « lourdaud » (p. 113), inadapté aux nouvelles danses. Bourdieu montre également comment se constitue une jeunesse au bourg, se donnant à voir par les fêtes qu'elle organise. La jeunesse ouvrière et employée du bourg importe des goûts et des manières d'être urbaines, apprises avec le prolongement de la scolarité et les métiers de service notamment, alors même que les paysans célibataires restent dans une sorte d'entre-soi des exclus de la modernité. Bien que l'écart d'âge entre eux et ceux qu'ils appellent « les jeunes » soit souvent faible, les paysans célibataires se pensent à part et sont perçus comme tels par les autres jeunes. La jeunesse rurale du bourg (majoritaire) est marquée par l'urbanisation au sens où elle s'y conforme, tandis que les paysans célibataires sont marqués par l'urbanisation au sens où leur mode de vie se trouve brutalement dévalué. Les paysans de Bourdieu apparaissent aussi très réflexifs, alors que dans les précédentes enquêtes, ce que les populations rurales pensaient d'elles-mêmes n'était pas vraiment évoqué. Bourdieu interprète la fameuse scène de danse gênée et auto-caricaturée du paysan célibataire au prisme d'une « conscience aigüe de la paysannerie » (p. 117). Il reprendra cette thématique dans le post-scriptum du *Bal des célibataires* afin d'établir son concept de « classe objet » (p. 240-259) à partir du cas de ces jeunes paysans – mais généralisable aux populations dominées.

LES JEUNES RURAUX VUS PAR LES FOLKLORISTES

Dans les études rurales folkloristes, bien que cet ensemble de recherches soit à considérer dans sa variété, on a généralement abordé la campagne française comme le lieu privilégié de l'observation d'une société archaïque géographiquement proche et en voie d'extinction. En se focalisant sur les survivances du passé (dans une approche politique parfois conservatrice⁵⁷), les études du folklore sont restées étonnamment aveugles aux innovations techniques et au changement sociétal qui pourtant rythmaient le quotidien des personnes rencontrées dans les enquêtes⁵⁸. Le premier écueil du folklorisme tient à son approche de la paysannerie. Jusqu'à un stade avancé du développement de l'agriculture extensive dans les années 1970, un stade synonyme de diminution numérique mais aussi d'un embourgeoisement des agriculteurs⁵⁹, les ethnologues ont persisté dans la description d'un monde paysan figé dans le passé. Comme le résume Gilles Laferté : « À la manière des anthropologues exotiques qui ont cru enquêter sur des cultures préservées sans prendre initialement en compte les effets de la colonisation [...], les folkloristes puis les ethnologues de la France ont étudié les folklores paysans et/ou régionaux en les autonomisant des structures macro-sociales qui pourtant les prédéterminent⁶⁰. »

La méthode reine des études folkloriques fut celle de la « monographie de village », telle que Le Play pouvait la pratiquer au XIX^e siècle (en s'intéressant davantage aux caractéristiques économiques des milieux ruraux). La monographie était aussi prônée par Henri Mendras, chef de file de la « sociologie rurale » entre 1960 et 1980. Le village, dans cette approche, est surtout perçu comme une micro société, un « isolat », une « communauté rurale » ou « villageoise » autonome qui, implicitement, serait non impactée par l'urbanisation, l'économie de marché, les pouvoirs publics, etc. En 1975, Patrick Champagne critique cette approche monographique propre à produire un « effet d'autonomisation méthodologique »⁶¹. Le village est en effet considéré comme un tout, ou du moins, comme

⁵⁷ Certains folkloristes, dans les années 1930 et 1940 (années fastes mais oubliées des études rurales) ont dérivé vers un ruralisme politique radical, s'érigeant en défenseurs de la mémoire d'un « vrai peuple », travailleur et rural, en somme, un peuple conforme à l'idéologie Vichyste qu'ils défendaient. Voir Weber F., 1989. « Les études rurales dans la France des années trente : un apogée oublié », *Recherches sociologiques*, n° 23, p. 367-381.

⁵⁸ Lire Laferté G., Renahy N., 2003, « "Campagnes de tous nos désirs" ... d'ethnologues », *L'Homme*, n° 166, 2/ 2003, p. 225-234.

⁵⁹ Voir Laferté, 2013, *op.cit.*

⁶⁰ *Ibid*, p. 182.

⁶¹ Champagne P., « La restructuration de l'espace villageois », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. I, n°3, mai 1975. Les catégories de l'entendement professoral, p. 67.

une échelle d'analyse permettant de tout expliquer de la « communauté » qui y vit. Champagne, qui travaille sous la direction de Pierre Bourdieu, préconise dès lors d'analyser le monde rural en termes de champ, au sens où l'espace étudié se délimite en fonction de l'état des groupes qui le constitue et plus encore des rapports qu'ils entretiennent entre eux et avec l'espace. Surtout, Patrick Champagne montre, par une étude d'un village de Mayenne, l'impact des changements économiques globaux et des institutions extérieures (telles que l'école ou les banques) sur la transformation du village.

La critique des études folkloristes pourrait ici être davantage développée, mais sur la question des jeunes ruraux, ces enquêtes méritent d'être lues, comme nous allons le voir, en tant que sources d'informations historiques et ethnographiques à propos de certains moments de la vie des jeunes ruraux. Imbriquées dans une démarche muséographique, les recherches en folklore ou en « ethnologie de la France » se sont intéressées à tout ce qui compose la « culture populaire » (un terme qui remplace celui de « folklore » les années 1960 avec l'ethnologie de la France) dans ses dimensions rituelles et symboliques. Les fêtes et les loisirs des jeunes ont ainsi été minutieusement observés et interprétés par des ethnographes soucieux de garder une trace des pratiques « d'autrefois ». Cette démarche de mise en avant de la tradition montre que les chercheurs avaient conscience des transformations des mondes ruraux entre les années 1950-1980. Seulement, ils ont choisi de ne pas s'attaquer frontalement à ce qui marquait, selon eux, une disparition des sociétés paysannes traditionnelles.

L'un des derniers exemples d'enquête folkloriste est probablement le livre de Christian Hongrois, *Faire sa jeunesse en Vendée*, paru en 1988⁶². Ethnologue et créateur d'un « musée rural » en Vendée, Christian Hongrois s'est attelé à « la description dans le détail des activités propres à chaque classe d'âge ainsi que des rites de passage [...] en les classant suivant le schéma développé par Arnold Van Gennep » (p. 161), l'anthropologue emblématique des études folkloristes (ayant lui-même travaillé sur les rites de passage⁶³). Hongrois relate de façon précise les journées des conscrits, les enterrements de vie de garçons et autres rites de passage propres selon lui aux jeunes ruraux. Le travail d'Hongrois, comme le dit son directeur de thèse Daniel Fabre, porte plus largement sur « un ensemble de comportements, d'expériences et de langage qui constituent la virilité⁶⁴ ». Les scènes décrites tout au long du livre montrent comment l'existence sociale des garçons est rendue publique et symboliquement valorisée au travers de ces fêtes. C'est donc une étude de la socialisation masculine juvénile dans un territoire rural et populaire de Vendée. Christian Hongrois cherche les survivances des coutumes « d'autrefois », il observe les jeunes et interroge des vieux en tant que mémoire vivante de pratiques souvent désuètes. Hongrois constate ainsi les importants changements à l'œuvre dans ces années 1980 et a le mérite de les décrire même s'ils ne correspondent pas à son schéma d'explication.

⁶² Hongrois C., 1988, *Faire sa jeunesse en Vendée*, Hérault éditions.

⁶³ Van Gennep A., 1981, *Les rites de passage*, Paris, Picard.

⁶⁴ Hongrois C., 1988, *op. cit.*, p. 9.

LES JEUNES RURAUX : UNE CLASSE OBJET

« Jeunes ruraux » contre « jeunes de cité »

Les jeunes ruraux sont peu visibles dans les médias, la production culturelle et les institutions politiques. Une explication de ce désintérêt relatif pour les jeunes ruraux tient, en sciences sociales, aux représentations folkloristes dominantes entre 1950 et 1970 selon lesquelles, comme nous le verrons, il n'y aurait que des paysans en milieu rural et l'histoire y serait, soit figée, soit tout simplement appelée à disparaître. Les sociologues, pourtant nombreux à s'être dévoués à la cause de la classe ouvrière puis des classes populaires⁶⁵, ont dans ce contexte été davantage attirés par les grands ensembles médiatisés que par les bourgs industriels méconnus, ou plus encore les cantons ruraux, majoritairement ouvriers ou non, essentiellement composés d'ouvriers isolés dans des petites structures de production (ouvriers agricole, ouvriers de l'artisanat). Ces derniers types d'ouvriers sont également les moins mobilisés du fait de la faiblesse des structures syndicales locales et surtout de l'individualisation des conditions de travail, des salaires, des relations de domination vis-à-vis du patron, bref, ces salariés ne sont pas dans une démarcation du « eux »/ « nous » hoggartien⁶⁶ classique et à ce titre sont plus difficiles à cerner (ou simplement à remarquer) pour les sociologues. Aujourd'hui, bien qu'elles soient mieux connues des sciences sociales, ces classes populaires rurales restent l'archétype de ce que Bourdieu appelait une « classe objet [...] parlée plus qu'elle ne parle⁶⁷ » au sens où elles n'ont pas la maîtrise de leur « image sociale⁶⁸ », entendue comme « la production sociale des discours, de symboles figurants les groupes et les territoires, une logique de la « publicité » – au sens de rendre public – voire de la politisation des groupes et des territoires »⁶⁹. Même si, comme nous le verrons, il existe un regain d'intérêt pour les enquêtes sur le monde rural depuis les années 2000, ceux qui produisent les représentations du monde social continuent de le faire depuis la ville où ils habitent⁷⁰. Les jeunes ruraux sont donc de ces classes objets « dominées jusque dans la production de leur image du monde social » (p. 255). Ils restent méconnus et n'ont pas les moyens de produire sur eux-mêmes leur propre vérité, et ce malgré l'émergence progressive d'une catégorie discursive « jeunes ruraux » dans l'espace public. Plus que les jeunes, ce sont les classes populaires rurales dans leur ensemble qui sont parlées par un nouveau discours politique et médiatique sur une France dite « des oubliés ». Plus généralement, les classes populaires rurales sont prises entre deux feux discursifs, qu'elles soient méprisées et stigmatisées (misérabilisme⁷¹) ou vantées comme l'incarnation d'un « vrai peuple » (populisme) par opposition à aux groupes sociaux populaires urbains. La jeunesse rurale (dans ce cas homogénéisée) est décrite comme « en colère » ou « en voie de radicalisation » mais pour autant « silencieuse » et « sans histoire ». Or, cette image des jeunes ruraux tient moins à une réalité sociologique qu'à une instrumentalisation politique. Ils connaissent en effet des conditions matérielles d'existence assez semblables à celles des jeunes de cité, notamment en termes de déviances, et objectivement, ils sont pour une majorité d'entre eux des filles et fils d'ouvrier-e-s et d'employé-e-s, comme les jeunes de cité. Nous pouvons

⁶⁵ Pour une définition de la notion de « classes populaires », lire : Schwartz O., 2011, « Peut-on parler des classes populaires ? », *La Vie des idées*, <http://www.laviedesidees.fr/Peut-on-parler-des-classes.html>

⁶⁶ Lire Hoggart R., 1970 [1957], *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*, Paris, Minuit.

⁶⁷ Voir Bourdieu P., « Une classe objet », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 17-18, novembre 1977, p. 2-5.

⁶⁸ Le terme d'« image sociale » est tiré de l'article : Chamboredon J.-C., Mejean A., 1985, « Récits de voyage et perception du territoire : la Provence, XVIII^e siècle-XX^e siècle », *Territoires*, n° 2, p. 1-105. Pour une explication de l'utilité de cette expression, comparée à celles d'« identification » et d'« appartenance » lire : Avanza M., Laferté G., « Dépasser la "construction des identités" ? Identification, image sociale, appartenance », *Genèses*, n° 61, 4/2005, p. 134-152.

⁶⁹ Avanza M., Laferté G., 2005, *op. cit.*, p. 142.

⁷⁰ Un élément explicatif du flou autour de la notion de « jeunes ruraux » est certainement l'ethnocentrisme urbain et intellectuel qui préside à la connaissance du monde social.

⁷¹ Voir Grignon C., Passeron J.-C., 1989, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Gallimard.

ici rappeler les justes propos de Maurice Halbwachs (en 1912) pour qui « la masse paysanne et l'ensemble des ouvriers des villes s'opposent non point comme deux classes, mais comme deux genres de vie⁷². »

Dans ce contexte d'opposition permanente des jeunes de cité à leurs homologues ruraux, depuis bientôt une dizaine d'années, il est devenu relativement commun de critiquer (donc de remarquer) la faible visibilité des jeunes ruraux dans les médias⁷³, en rappelant dans le même temps la « trop grande » focalisation de ces derniers sur les « jeunes de cité ». Le paradoxe étant que plus un groupe est décrit comme invisible, moins il l'est en réalité. Ainsi, quelques reportages sur la jeunesse rurale, écrits ou filmés, ont été diffusés dans les médias nationaux. De nouvelles enquêtes de sociologie et de géographie sur les jeunes ruraux ont été réalisées ou entamées, en partie au moins, en tant que réaction à cette large thématique de la « France des oubliés ». Ce discours, originellement porté par l'extrême droite et le Front national, mais désormais repris à gauche et au gouvernement oppose les populations des banlieues à un « vrai peuple » autochtone. Les jeunes ruraux, en restant peu visibles et sans avoir accès à la parole dans l'espace public, servent de comparateur critique à cette jeunesse urbaine stigmatisée. Cette vision du monde s'appuie sur un culturalisme (teinté de primitivisme⁷⁴) opposant les « petits blancs » du vrai peuple aux jeunes issus de l'immigration, comme le fait le géographe Christophe Guilluy. Ce « chercheur indépendant », auteur d'une série d'ouvrages à succès ayant trouvé un large écho dans le champ politique, déplore par exemple, dès 2007, que Sciences Po ait ouvert une filière ZEP mais n'ait rien fait pour les jeunes ruraux qui, eux, vivraient « dans une marginalité culturelle », tandis que les jeunes de cité seraient au centre de la culture et des échanges économiques, avec le rap devenu une musique « de masse » et la grande ville à proximité⁷⁵. En somme, actuellement, les représentations de « la France profonde » continuent d'être diffusées depuis une France surplombante misérabiliste ou populiste selon les contextes, malgré, comme nous le verrons, un socle d'acquis empiriques du côté des sciences sociales. Comme le déplorait déjà en 1981 le prêtre ouvrier devenu sociologue Emile Poulat, « la France profonde est à la mode. On la sonde, on la célèbre, on l'invoque, cette France silencieuse et laborieuse [...] »⁷⁶. Trente trois ans plus tard, selon cette même logique, en politique comme en sciences sociales, les représentations dominantes sur le monde social⁷⁷ continuent d'opposer symboliquement des jeunes ruraux « sans histoire » à la « minorité du pire⁷⁸ » de la jeunesse incarnée par les jeunes de cité.

Les jeunes comme annonciateurs de l'avenir

Par ailleurs, l'intérêt constant, dans l'histoire de la sociologie rurale, pour « la » puis « les » jeunesses est probablement lié au fait que les chercheurs travaillant sur les mondes ruraux, comme d'autres, voient dans les jeunes les agents du changement social⁷⁹. Dans un classique de la sociologie rurale, Henri Mendras⁸⁰ fait jouer aux jeunes agriculteurs le

⁷² Halbwachs M., 2011 [1912, 1933], *Le destin de la classe ouvrière*, Paris, Presses universitaires de France, p. 62.

⁷³ Pour être complets, nous pourrions rajouter leur faible visibilité dans les milieux artistiques et politiques. Du moins, si certains jeunes « importants » dans l'espace public sont originaires de milieu rural, soit ils n'y vivent plus, soit, venant de milieux fortement dotés en capital culturel, ils n'ont pas grand-chose à voir avec la grande majorité des jeunes ruraux.

⁷⁴ Voir Amselle J.-L., 2014, *Les nouveaux rouges-bruns. Le racisme qui vient*, Lignes, Paris.

⁷⁵ Interview de Christophe Guilluy par Ivan du Roy, 25 avril 2007, « Comment Sarkozy a conquis les classes populaires », en ligne sur le site Bastamag.net.

⁷⁶ Köll L., 1981, *Auboué en Lorraine du fer*, Paris, Karthala, p. 5.

⁷⁷ Pour la politique, on pense aujourd'hui au discours déjà ancien des Le Pen sur les « bons Français » de la campagne, blancs de surcroît, opposés aux « racailles » des banlieues issus de l'immigration. Et pour les sciences sociales, on pense aux différents ouvrages de Christophe Guilluy, géographe, opposant une « France périphérique », « blanche » là aussi, aux banlieues et aux populations immigrées des villes : Guilluy C., 2014, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion.

⁷⁸ Cette expression est de Norbert Elias et John L. Scotson (1965, *Logiques de l'exclusion*, Paris, Fayard). Dans leur enquête au sein d'un quartier d'une ville anglaise, « la minorité du pire » (par opposition à « la minorité du meilleur ») désigne le groupe social local le plus stigmatisé et marginalisé.

⁷⁹ Cette tendance est bien résumée par Jacqueline Candau et Jacques Rémy (2009, « Sociabilités rurales », *Études rurales*, n° 183, p. 83) : « La sociologie rurale se constitue ainsi comme une sociologie de la rupture : elle est confrontée aux bouleversements d'un monde et se fonde sur l'analyse même de ses soubresauts. ».

rôle d'annonceurs de *La fin des paysans*. « Les motivations économiques viennent aux jeunes avec une facilité déconcertante » (p. 26), note l'auteur. Ils sont convertis au capitalisme (p. 80), guidés par une « idéologie rationnelle et économique » (p. 82) opposée à celle de leurs aînés qui, eux, en tant que paysans traditionnels, sont appelés à être remplacés, ou plutôt dépassés, par cette nouvelle génération. La rupture entre la génération entrant sur le marché du travail agricole et celles qui l'ont précédée apparaît ainsi liée à la conversion des jeunes au capitalisme, ou du moins, aux nouvelles conduites économiques. Ce constat n'est pas seulement celui de Mendras et ne concerne pas que les jeunes ruraux fils d'agriculteurs. La culture de masse, la tertiarisation, la massification scolaire sont autant de phénomènes explicatifs d'un mouvement conduisant les jeunes ruraux à ressembler de plus en plus aux jeunes vivant en ville.

En 1991, Yves Lambert, sociologue qui a notamment travaillé sur le déclin de la pratique religieuse chez les jeunes ruraux, se demande alors si l'on peut « encore parler de jeunes ruraux ? »⁸¹, au sens où leurs différences avec les jeunes urbains seraient en train de s'amincir, toutes choses égales par ailleurs, du fait que les jeunes ruraux sont plus souvent des jeunes de classes populaires que les jeunes urbains. Dans un article avec Bernard Roudet⁸² datant de 1995, Yves Lambert montre, à partir d'une enquête par questionnaire, que si « les modes de vie évoluent surtout, chez les jeunes, sous l'influence des pratiques des classes moyennes urbaines et des étudiants » (p. 48), il n'est pas étonnant que les jeunes ruraux, moins diplômés et plus souvent ouvriers, se différencient des autres jeunes, par exemple, en expérimentant moins souvent la vie solitaire au travers du logement individuel (à la manière des étudiants en particulier). Les jeunes ruraux, selon Roudet et Lambert, semblent aussi entretenir davantage de liens avec leurs familles et ce pendant plus longtemps que les autres jeunes. Leurs spécificités tiennent aussi à leurs loisirs, les sports sont plus souvent pratiqués en équipe et les jeunes ruraux sont plus nombreux à aller à la chasse et à pratiquer d'autres loisirs liés à la proximité des forêts et d'espaces naturels.

Les ruraux apparaissent également un peu plus concernés par la religion. Du point de vue politique, les jeunes femmes et hommes vivant en milieu rural sont plus séduits par le lepénisme selon l'enquête par questionnaire de Lambert et Roudet datant de 1987 (et les élections suivantes confirmeront ce résultat). Ce comportement politique serait le résultat d'une « crise de classement politique qui se traduit par un éloignement par rapport à la gauche » (p. 52), mais cette « crise de classement politique » touche là-encore, au-delà des jeunes ruraux, l'ensemble des jeunes de classes populaires. Bientôt trente ans après cette enquête, le terme de crise pour parler du penchant des jeunes ruraux vers l'extrême droite apparaît (comme souvent) peu adapté, tant il s'agit d'un comportement politique durable. Pour autant, comme le montrent notamment les travaux de Julian Mischi et Nicolas Renahy⁸³ en sociologie, le rapport à la politique des ruraux, et des jeunes ruraux donc, se différencie en fonction de l'histoire politique de chaque territoire et ne saurait être réduit à ce penchant pour le Front national qui se retrouve surtout dans la France rurale industrielle du nord et de l'est⁸⁴. Ainsi le groupe « jeunes ruraux », désormais mieux connu par les sciences sociales qui prennent en compte sa composition populaire – bien plus ouvrière que paysanne – apparaît aussi moins homogène qu'auparavant,

Voir aussi : Guigou J., 1971, « Le sociologue rural et l'idéologie du changement », *L'homme et la société*, n° 19, p. 93-100.

⁸⁰ Mendras H., 1992 [1984], *La fin des paysans*, Paris, Babel.

⁸¹ Lambert Y., 1991, « Peut-on encore parler de jeunes ruraux ? », *Économie rurale*, n° 202-203, p. 76-80.

⁸² Lambert Y., Roudet B., 1995, « Qui sont les jeunes ruraux ? », *Agora débats/jeunesses*, n° 1, p. 47-56.

⁸³ Voir Mischi J., 2004, « Un parti ouvrier en milieu rural », *Études rurales*, n° 171-172, p. 135-145 ; Mischi J., 2012, « Protester avec violence. Les actions non conventionnelles des chasseurs », *Sociologie*, n° 3, p. 145-162 ; Renahy N., 2001, « Football et représentation territoriale : un club amateur dans un village ouvrier », *Ethnologie française*, n° 31, p. 707-715 ; Renahy N., 2005, « Une occupation d'usine, chant du signe d'un syndicalisme villageois », *Ethnologie française*, n° 35, p. 691-702.

⁸⁴ Voir Schwengler B., 2003, « L'ouvrier caché : le paradoxe du vote rural d'extrême droite dans la France du Nord-Est », *Revue française de science politique*, n° 53, p. 513-533 ; ainsi que Giraut F., 2004, « Le vote extrémiste à l'assaut des nouveaux territoires », *L'espace géographique*, n° 33, p. 87-91.

lorsqu'il se rencontrait, à quelques exceptions près, au hasard des enquêtes des ethnologues sur « les communautés rurales »⁸⁵ (les « *little communities* » selon l'expression de Robert Redfield⁸⁶) et le « folklore ».

UN INTÉRÊT SCIENTIFIQUE DOMINANT POUR LA JEUNESSE RURALE MASCULINE

Les nouvelles organisations des fêtes témoignent tout au long de cet ouvrage d'une ouverture des jeunes ruraux vers la ville (objets achetés en ville, sorties en ville pour l'occasion, etc.) et d'une relative autonomisation des pratiques juvéniles. L'auteur décrit ces changements représentant selon lui le déclin de la « société rurale ». Une évolution majeure est que les rites de passage traditionnellement réservés aux garçons sont peu à peu investis par les filles, comme la tournée des conscrits lors de laquelle, selon la coutume, les jeunes hommes en âge de partir faire leur service militaire doivent se regrouper dans les rues du bourg pour quémander de l'argent et s'amuser avec la tolérance des adultes. Selon Hongrois, la fête des conscrits a de cette « essence spectaculaire [...] qui émanait des foires « d'autrefois » car elle révèle une génération masculine sur la place publique. Quant aux fêtes qui mettent en scène les jeunes filles, au premier rang desquelles la noce, force est de constater qu'elles ne sont pas là pour « elle » individuellement, mais pour le jeune couple, « elle et lui ». Au travers des différents rites décrits par Hongrois apparaît donc une reconnaissance sociale plus importante de la jeunesse des garçons par rapport à celle des filles. L'expression « faire sa jeunesse », répète Christian Hongrois, est d'ailleurs réservée aux hommes. Mais la mixité progressive (et certes relative) de ces rites porte à réflexion. Si l'auteur ne fait pas d'analyse des rapports sociaux de sexe en jeu dans l'acceptation ou non des filles lors de ces rites, le lecteur peut comprendre que les pratiques décrites par Hongrois sont en train de tomber en désuétude. Le fait qu'elles concernent les filles tient au développement d'une norme égalitaire entre jeunes hommes et jeunes femmes mais surtout à une perte de sens de ces coutumes chères aux ethnologues. Les garçons tolèrent la présence de leurs copines car ces rites sont devenus des fêtes de plus en plus banalisées par la fréquence des sorties en boîte de nuit ou des départs en vacances. En ce qui concerne les loisirs des jeunes, il est significatif que, dans cet ouvrage, les sorties dans les bals et les discothèques ou même la pratique du football soient très peu décrites, alors même qu'elles constituent une part importante des loisirs des jeunes dans les années 1980, et qu'à l'inverse, l'auteur insiste sur les rituels religieux tels que la Pentecôte dans un contexte de diminution de la pratique religieuse. L'expression « faire sa jeunesse » renvoie selon cette analyse à l'idée que la jeunesse, en milieu rural, est une étape bien délimitée, encadrée et d'une certaine manière assurée par une séquence de rites traditionnels relativement figés dans le temps. Or, cette volonté de restituer une cohérence au déroulement de la jeunesse – pour correspondre au schéma des séquences cérémonielles développé par Van Gennep au début du ^{xx}e siècle – ne tient pas compte de la massification scolaire (le livre sort en 1988) ou du chômage qui brouillent le rapport des jeunes à leur avenir et donc à ces rites de passage.

Le progrès technique a lui aussi joué un rôle prépondérant dans le changement des mœurs. C'est en effet à partir du moment où l'on a mieux maîtrisé la contraception que la condamnation et la répression de la sexualité juvénile se sont affaiblies. L'essor des fréquentations de plaisir a entraîné un mouvement vers le mariage d'amour et fait reculer, selon l'auteur, les mariages arrangés. Une telle série causale est séduisante, mais peut-être un peu trop directe. Même au temps des mariages arrangés, au sein de la jeunesse locale, l'affinité des *habitus* a probablement constitué le meilleur garde-fou contre la mésalliance, c'est-à-dire contre les mauvais mariages qui ne répondraient pas à la loi sociale, non dite mais fort usitée, de l'homogamie. Jean-Claude Farcy observe le déclin des formes de solidarités communautaires

⁸⁵ Voir Chiva I., 1958, *Les communautés rurales. Problèmes, méthodes, exemples de la recherche*, Paris, UNESCO, coll. « Rapports et documents de sciences sociales ».

⁸⁶ Voir Redfield R., 1956, *The Little Community, viewpoints for the study of a human whole*, Chicago, University of Chicago Press ; pour une synthèse critique sur la notion de communauté, lire Schrecker C., 2006, *La Communauté. Histoire critique d'un concept dans la sociologie anglo-saxonne*, Paris, L'Harmattan.

rurales via la disparition progressive des rites de passage pour les jeunes hommes et des rôles réservés aux jeunes dans la vie du village, tels que l'organisation des fêtes. Le manque d'intérêt pour les fêtes votives et le développement en parallèle des loisirs fragilisent l'existence d'une communauté villageoise appelée, de toutes manières, à exploser sous les transformations du capitalisme industriel et son mouvement vers la ville. Les survivances actuelles de ces rites décrits par les folkloristes prouvent justement que la société rurale n'est pas isolée mais plutôt prise dans des conflits sociétaux qui remettent en cause sa cohésion et par là l'encadrement de sa jeunesse.

Nous allons revenir, pour illustrer cette idée, dans le détail d'un article de Florence Weber intitulé « Premier Mai fais ce qu'il te plaît⁸⁷ ». Le rite de la pose des Mais est bien connu en sciences sociales, depuis que Van Gennep s'en est inspiré pour analyser les échanges matrimoniaux à l'échelle d'une ville. Il consiste pour les garçons adolescents à couper des arbres puis à les poser sur la façade des maisons où vivent les jeunes filles. En plus, les jeunes s'amusent à déplacer « systématiquement tous les objets qui "traînent" dans le voisinage⁸⁸. » C'est là, selon Florence Weber⁸⁹, « une pratique « rituelle » ou « folklorique », une de ces pratiques suffisamment « éloignées de la culture dominante pour être relevées comme des bizarreries pittoresques et incompréhensibles et pour être qualifiées de populaires. » Par ailleurs, « cette activité est une manifestation de courage, purement ludique et gratuite », une forme de « bricole » selon l'expression de Florence Weber. Mais dans la petite ville ouvrière où elle enquête, « deux réactions très différentes sont observables : la surprise amusée lors de la matinée du 1^{er} mai, d'une part, le mécontentement (au matin ou, déjà, dans la nuit) qui peut aller jusqu'à déposer une plainte, d'autre part⁹⁰. » Les jeunes poseurs de Mais sont parfois décrits comme « des « voyous » qui « cassent tout » ». Pour Florence Weber, « le contraste est frappant avec les jeunes « pas fainéants » et pleins d'« humour » que l'on remercie, dans les villages, de perpétuer la tradition⁹¹. » Trente ans après cette enquête, l'opposition entre la petite ville et le village s'est semble-t-il déplacé. Dans notre enquête, nous avons pu constater que la pose des Mais avait quasiment disparu dans les petites villes ouvrières, tandis que dans les bourgs, elle était interdite par décret municipal au motif des actes de délinquance dont se rendraient coupable les jeunes du coin. Enfin, dans les villages où ce n'est pas interdit, soit les Mais ne sont pas posés parce qu'il n'y a plus de sociabilité juvénile, soit les participants sont clairement avertis qu'aucun déplacement d'objet ne sera toléré. L'analyse des Mais proposée par Florence Weber figurait bien selon nous ce mouvement d'individualisation et de repli domestique en milieu rural dont on observe aisément les conséquences aujourd'hui, en particulier sur les modes de cohésion des jeunes générations locales et l'encadrement de leur passage vers l'âge adulte, au travers, notamment de la gestion sociale des célibataires.

CRISE DE REPRODUCTION ET CÉLIBAT DES JEUNES RURAUX

Dans l'étude folkloriste de Christian Hongrois évoquée plus haut, le traitement des jeunes célibataires constitue un indice des situations critiques de reproduction sociale en milieu rural. L'auteur montre que les rites ont la fonction de signifier la fin de la jeunesse des hommes n'ayant pas trouvé de compagnes. Pour le bon fonctionnement et la pérennité de « la communauté villageoise » unie, il s'agit malgré tout de faire entrer les célibataires dans la société des pères de familles. On les appelle alors des « vieux gars » (seuls les hommes célibataires deviennent des « vieux gars ») : « la notoriété que le marié gagne à la naissance du premier enfant, le célibataire ne l'obtient qu'au terme d'une longue période de solitude, d'attente, de marge, à laquelle son trentième anniversaire met un terme » (p. 156). Ce trentième anniversaire est très ritualisé, comme le serait un enterrement de vie de garçon. Le célibataire reçoit « un bouquet » ou

⁸⁷ Weber F., « "Premier Mai fais ce qu'il te plaît" », *Terrain* [En ligne], n° 11, 1988.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 7.

⁸⁹ *Ibid.*, p. 8.

⁹⁰ *Ibid.*, p. 7.

⁹¹ *Ibid.*, p. 8.

« une poupée ». Il devient un homme comme les autres : un de ces « vieux gars » qui avec les pères de famille « forment un groupe social déterminé, celui qui gère, administre et organise la vie communale » (p. 156). L'ouvrage de Christian Hongrois, par les descriptions des rites, donne une place centrale à ces pratiques matrimoniales qui constituent un objet classique de l'ethnologie et de la sociologie rurale. D'un point de vue analytique, la mise en couple, sous forme ou non de mariage, permet d'interroger la reproduction sociale des groupes étudiés et d'évaluer leur degré de porosité au changement (un thème récurrent de la sociologie rurale) via l'ouverture du marché matrimonial.

Dans le sillage de Pierre Bourdieu avec son enquête sur les paysans béarnais⁹², les sociologues ont particulièrement étudié la position des jeunes agriculteurs sur le marché matrimonial⁹³ en laissant de côté-là-encore les autres populations juvéniles rurales. Le célibat des travailleurs agricoles est aujourd'hui un phénomène moins important au sens où le nombre d'agriculteurs a diminué fortement. Mais la logique selon laquelle les agriculteurs les moins « modernes », comme on disait à l'époque des enquêtes de Bourdieu, ont les pires difficultés à trouver une compagne est toujours d'actualité. Pour le dire de façon plus explicite, le célibat touche surtout les actifs agricoles les moins dotés en capital économique : les ouvriers agricoles constituent la catégorie avec le taux de célibat le plus élevé, viennent ensuite les petits exploitants agricoles et enfin les agriculteurs exploitants⁹⁴.

L'enquête de Nicolas Renahy, dont est tiré le livre *Les gars du coin*⁹⁵ permet d'étendre cette problématique du célibat aux catégories rurales non-agricoles. Nicolas Renahy, à l'aide d'observations, d'entretiens ethnographiques et d'archives d'état civil, montre que le couple et la reproduction sociale en milieu rural ouvrier connaissent une situation critique, semblable à celle qu'observait Pierre Bourdieu dans le cas d'éleveurs bovins béarnais. Mais si l'essentiel de l'analyse de Pierre Bourdieu montrait que les paysans n'arrivaient pas à se marier faute d'être valorisés dans une société urbanisée (économiquement et culturellement), les problèmes de célibat des jeunes ouvriers ruraux analysés par Renahy sont essentiellement liés à leur précarité économique et non à leur éloignement ou « retard » culturel, même si, les normes masculines qu'ils valorisent sont en déclin (comme le monde ouvrier auquel elles étaient associées). Les jeunes ouvriers ruraux rechignent à s'engager dans la vie en couple du fait de leur indétermination par rapport à l'avenir. Souvent dans des conditions de travail précaires ou qui tout simplement ne leur plaisent pas, ils orientent leur vie de façon à prolonger leur jeunesse, à « vivre » leur jeunesse au sein de leur bande d'amis, pour s'exposer le plus tard possible aux sanctions définitives du marché du travail et du marché matrimonial. Nicolas Renahy montre plus largement que le problème du célibat ne saurait se réduire à une explication culturaliste mais tient bel et bien à une crise de la reproduction ouvrière dans ce village industriel de Foulange.

Néanmoins, les paysans des années 1950-1960 et les ouvriers ruraux subissent les transformations du capitalisme industriel et sont confrontés à une indétermination de leur avenir qui se manifeste, en premier lieu, par le fait qu'ils ne peuvent plus exercer le même métier que leur père.

⁹² Bourdieu P., 1965, « Célibat et condition paysanne », *Études rurales*, n° 5-6, p. 32-135. Repris dans Bourdieu P., *Le bal des célibataires*, Paris, Le Seuil, 2002.

⁹³ Le terme de « marché » suppose que les possibilités d'unions sont limitées dans le temps et dans l'espace par une offre et une demande.

⁹⁴ Voir Giraud C., 2013, « Le célibat des agriculteurs : unité et diversité », *Déméter* 2013, p. 297-316.

⁹⁵ Renahy N., 2005, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.

MAIS QUI SONT LES JEUNES RURAUX ?

L'ÉCOLE DES JEUNES RURAUX : UN SENS DES LIMITES SOCIALES ET GÉOGRAPHIQUES

Depuis les années 1950 environ, l'attention des sociologues s'est surtout focalisée (avec un pic dans les années 1980-1990) sur les populations urbaines désignées comme « à problèmes ». Néanmoins, la question de l'école rurale et du rapport à l'école des jeunes ruraux fait exception, avec un vaste ensemble de recherches conduit dans le sillage des préoccupations politiques. Les nombreux travaux qui ont été consacrés aux supposés « problèmes scolaires » des jeunes ruraux répondent au traitement institutionnel spécifique de l'école rurale, avec généralement un point de vue critique sur les catégories de l'entendement des décideurs des politiques éducatives⁹⁶.

À ce sujet, Yves Alpe, directeur de l'Observatoire de l'école rurale (un centre de recherche spécialement dédié à ces questions) parle ainsi d'« une stigmatisation quasi-institutionnalisée par les politiques éducatives institutionnalisées » (p.75). Cette vision du monde de sens commun, selon laquelle les élèves ruraux auraient une différence « culturelle » avec les urbains, apparaît infondée dans l'ensemble des travaux récents. Leur niveau scolaire, tout d'abord, en primaire et collège est semblable à celui des élèves urbains, bien que le profil sociologique des ruraux soit plus populaire. Et comme l'affirment Yvette Grelet et Céline Vivent, « contrairement aux idées reçues », « vivre dans un territoire rural n'est pas pénalisant pour la scolarité [car] le fort engagement des parents et des équipes éducatives, ainsi qu'un maillage associatif très développé, compensent l'éloignement aux ressources pédagogiques, culturelles et sportives⁹⁷ ».

Mais avant de poursuivre en ce sens, il nous faut rappeler que sur la question de l'école comme ailleurs, le rural est un espace inégalitaire et concurrentiel, avec des réalités très variables localement. Thibault Cizeau observe au travers de son enquête sur un lycée professionnel en milieu rural, qu'une forme de ségrégation scolaire existe à l'échelle de ces espaces eux-mêmes ségrégués : « En matière de scolarisation et d'orientation des différentes jeunesse populaires, écrit Thibault Cizeau, "l'espace à dominante rurale" est ainsi très différencié socialement, notamment entre bourgs et espaces moins denses. Une partie de la jeunesse rurale enquêtée apparaît beaucoup plus soumise à une offre de possibles scolaires très restreinte⁹⁸. »

Des parcours scolaires marqués par une orientation massive vers les filières professionnelles

En milieu rural, la « démocratisation scolaire » progressive, marquée depuis la fin du XIX^e siècle par l'instauration de l'école obligatoire (mais engagée bien avant cette période⁹⁹), a peu à peu transformé la jeunesse¹⁰⁰ des enfants d'agriculteurs et d'ouvriers. L'allongement et la massification de la scolarisation des jeunes ruraux ont ainsi accompagné – et d'une certaine manière servi à – encadrer les bouleversements structurels tels que l'industrialisation, l'exode rural, la mécanisation de l'agriculture. L'école s'est imposée dans un contexte de changement profond des mondes ruraux et ne manque pas d'y être symboliquement associée. Elle se substitue aux familles, aux corps de

⁹⁶ Voir Alpe Y., 2006, « Existe-t-il un « déficit culturel » chez les élèves ruraux ? », *Revue française de pédagogie*, n° 156, p. 75-88.

⁹⁷ Grelet Y., Vivent C., 2011, « La course d'orientation des jeunes ruraux », *Bref du CEREQ*, n° 292, p. 2.

⁹⁸ Cizeau T., « Enjeux scolaires, enjeux de classes », *Informations sociales*, n° 164, 2/ 2011, p. 12.

⁹⁹ Lire Prost A., 1993, « Pour une histoire "par en bas" de la scolarisation républicaine », *Histoire de l'éducation*, n° 57, p. 59-74. Et 1982, « Quand l'école de Jules Ferry est-elle morte ? », *Histoire de l'éducation*, n° 14, p. 25-40.

¹⁰⁰ L'accès à la scolarité chez les jeunes ruraux a été, en France, relativement inégale selon les régions. Pour prendre la mesure de ce phénomène, il faut remonter plus loin que Jules Ferry afin d'observer, en schématisant, une opposition entre le nord et l'est du pays plus tôt alphabétisés que le sud et l'ouest. Cette opposition se retrouve plus largement dans une éducation plus importante des femmes du nord et de l'est particulièrement, au sein de structures familiales davantage limitées à la famille nucléaire que dans le sud et l'ouest. Voir Chartier R., *L'éducation en France du XVI^e au XVII^e siècle*, Paris, SEDES, 1976.

métiers et au voisinage. D'un certain point de vue, l'école est une opportunité d'ascension sociale pour les jeunes ruraux, mais aussi participe de l'importation de normes sociales urbaines et bourgeoises. Les critiques qui lui sont adressées l'associent parfois à une forme de déclin de la vie à la campagne. L'école est notamment accusée de faire disparaître au travers de l'enseignement du français les particularismes régionaux. Surtout, elle favorise le départ pour la ville des jeunes ruraux et leur inculque une vision du monde social relativement opposée à celle de leurs aînés.

Mais plus communément, en milieu rural (comme ailleurs), l'école s'est imposée comme une institution indispensable, représentante de l'existence de l'État dans des territoires éloignés des centres de décision. Elle fait d'ailleurs l'objet de mobilisations politiques de la part de la population locale lorsque l'État menace de la supprimer¹⁰¹. Les ruraux apparaissent donc fortement attachés à l'école en tant qu'institution locale. Néanmoins, les parcours scolaires des jeunes ruraux révèlent une certaine distance vis-à-vis du modèle dominant (imposé par l'institution) des études supérieures. Dès la fin du collège, comme le montre Jean-Jacques Arrighi, « les jeunes ruraux s'orientent beaucoup plus massivement vers l'enseignement professionnel que leurs homologues urbains. Moins de la moitié d'entre eux sont entrés dans une seconde générale ou technologique, 10 % de moins que les jeunes urbains. Ils ont en revanche beaucoup plus souvent préféré la voie de l'apprentissage. La préférence pour les études plus directement professionnelle est nette ; et ce, quel que soit le capital scolaire¹⁰². » L'école rurale apparaît plutôt efficace puisque les élèves ont des résultats assez comparables à ceux des urbains, bien que leurs origines sociales soient plus populaires.

La moindre appétence pour les études longues chez les jeunes ruraux ne serait pas due à un retard scolaire ou à toute autre forme de « déficit culturel »¹⁰³. En France rurale, au cours du XX^e siècle, la grande progression de la scolarisation a été un facteur majeur du changement social même si elle demeure moins importante qu'en milieu urbain en ce qui concerne l'accès à l'enseignement supérieur. À partir de l'enquête « Génération 2004 » du CEREQ et d'une focalisation sur le département de la Basse-Normandie, Yvette Grelet et Céline Vivent¹⁰⁴ notent ainsi que les jeunes ruraux « font preuve d'aspirations plus modestes en termes de poursuite d'études et de projets de métier » (p. 1). Les élèves ruraux n'ont pas un niveau scolaire plus faible en primaire et collège mais optent pour des parcours scolaires plus courts et placent moins d'espoirs dans les diplômes post-bac.

Ce phénomène d'auto-exclusion scolaire s'explique tout d'abord par des contraintes liées à la mobilité géographique. Le fait de continuer après le bac oblige les jeunes ruraux à s'installer en ville, là où sont situés les établissements d'enseignement supérieur, souvent, à louer un appartement, et à se séparer au moins quelques jours par semaine de leur famille et amis restés au village. Mais ce sens des limites ne s'explique qu'en partie par l'offre réduite de formations à proximité. Les jeunes ruraux, qui ont surtout des parents ouvriers, affichent une préférence plus marquée (par rapport aux jeunes urbains) pour la voie professionnelle. L'orientation massive en filière professionnelle se double d'une forte différenciation selon le sexe dans le « choix » filières. Pour les garçons prévalent les « choix » de formations « aux métiers du BTP et de la mécanique (automobile et maintenance), alors que les filles vont choisir le secteur sanitaire et social et des services à la personne ». Leurs parcours scolaires sont, autrement dit, guidés par une forme de réalisme scolaire. Les jeunes ruraux ajustent leurs espérances scolaires à l'offre du marché du travail rural requérant surtout des emplois manuels peu qualifiés, comme par exemple des emplois (fortement masculinisé) d'ouvriers de l'industrie et de l'artisanat, ou dans le secteur (fortement féminisé) du service à la personne avec la surreprésentation des personnes âgées.

¹⁰¹ Voir Barrault L., « Les rapports à l'institution scolaire de familles populaires dans les mondes ruraux contemporains », *Agora débats/jeunesses*, n° 67, 2014, p. 21-36.

¹⁰² Arrighi J.-J., « Les jeunes dans l'espace rural : une entrée précoce sur le marché du travail ou une migration probable », *Formation-Emploi*, n° 87, 2004, p. 68.

¹⁰³ Alpe Y., 2006, « Existe-t-il un « déficit culturel » chez les élèves ruraux ? », *Revue française de pédagogie*, n°156, p. 75-88.

¹⁰⁴ Grelet Y., Vivent C., 2011, *op. cit.*

Les jeunes ruraux sont par ailleurs plus satisfaits de ces formations professionnelles que les jeunes urbains qui tendent davantage à les considérer comme des voies de garage. Les jeunes ruraux font plus souvent leur premier vœu d'orientation après la troisième dans la voie professionnelle. En accord avec leur tendance au réalisme scolaire, ils estiment « à 81 % (contre 75 % en moyenne) que leur orientation après la troisième a été conforme à leur demande. Parmi ceux ayant suivi la voie professionnelle, ils sont significativement plus satisfaits de ce choix. » (p. 2) Cette préférence accordée aux études courtes est d'autant plus forte que l'on habite dans une petite commune, remarquent Yvette Grelet et Céline Vivent (p. 2). Aussi les bacheliers ruraux sont moins enclins à poursuivre les études après le lycée, ou alors, ils optent pour des filières courtes (bac +2 notamment). 47 % des bacheliers ruraux vont en BTS ou en DUT contre seulement 38 % des urbains. Sophie Orange, en travaillant sur ces formations du « petit supérieur », a observé une surreprésentation des jeunes ruraux et expliqué les modalités particulières de leur « choix » préférentiel pour les sections de techniciens supérieurs (STS). « Dans certaines STS rurales », écrit Sophie Orange, « il n'est pas rare de voir la section composée presque exclusivement d'étudiants « du coin », voire de l'établissement. Ainsi, les étudiants de première année de STS d'une commune rurale de Charente-Maritime, invités à se prononcer sur la formation, apprécient notamment la familiarité de la classe : « On se connaît déjà tous » ; l'enseignante ajoutant : « oui, à part un ou deux nouveaux ». Les deux étudiants en provenance d'autres lycées font figure d'exception. Dans un autre établissement rural, un enseignant, interrogé sur l'origine géographique des étudiants de sa classe de STS en comptabilité et gestion des organisations, évoque un recrutement assez hétérogène. Mais après dépouillement rapide des questionnaires, il est apparu que seuls trois étudiants sur vingt étaient scolarisés dans une autre ville l'année précédente¹⁰⁵. » Ce « choix collectif » dans l'orientation scolaire permet aux jeunes ruraux d'arriver ensemble en ville et de recréer des sociabilités construites au village ou au bourg. De plus, choisir son orientation en fonction de ce que font ses pairs est, comme le montre Sophie Orange, une attitude typique des jeunes de classes populaires.

Pour les élèves les moins dotés en capital scolaire et culturel, dont les familles maîtrisent difficilement les enjeux de l'orientation post-bac, la camaraderie est primordiale dans une épreuve de saut vers l'inconnu. En cela, lorsqu'ils font des études supérieures, les jeunes ruraux de classes populaires sont prédisposés à s'engager dans une voie relativement moins méconnue, perçue comme à leur portée, car plus proche socialement (la bande d'amis les suit, d'autres jeunes du coin ont fait cette formation auparavant) et spatialement (des formations situées « pas trop loin »). Tandis que l'université, dans une grande ville « loin » de la famille et des amis, fait plutôt figure de repoussoir avec ses filières qui leur semblent peu claires en termes d'employabilité par rapport à leur « débouchés ». Plus encore, les longues études coûtent cher aux familles rurales qui vivent sur des salaires relativement faibles. La location d'un appartement ou d'une chambre peut leur apparaître comme une dépense extraordinaire¹⁰⁶. Enfin, les études longues sont synonymes d'un déracinement durable car les probabilités de retour en milieu rural sont d'autant plus faibles que l'on est diplômé. À l'inverse, privilégier les études courtes, c'est cultiver l'espoir de rester vivre et travailler au pays, ou du moins, en milieu rural : « Trois quart des jeunes faiblement qualifiés sont toujours à la campagne trois ans après la fin de leurs études, pour seulement la moitié des diplômés du supérieur¹⁰⁷. » Dans ce contexte, les jeunes qui restent vivre et travailler en milieu rural sont moins qualifiés et d'origine plus populaire que ceux qui partent (pour ou contre leur volonté) s'installer en ville. La logique de massification de l'accès à l'enseignement supérieur favorise, en milieu rural, le départ des jeunes les mieux dotés socialement. Ce phénomène d'émigration par l'école fait que les autres jeunes restés au village se retrouvent dans une sorte d'entre-soi populaire, dans la mesure où ceux qui poursuivent le moins longtemps leur scolarité sont là-encore les jeunes de classes populaires. Ce cas de figure se rencontre

¹⁰⁵ Orange S., 2009, « Un « petit supérieur » : pratiques d'orientation en section de technicien supérieur », *Revue française de pédagogie*, n° 167, p. 37-45.

¹⁰⁶ Si bien que les jeunes ruraux qui poursuivent leurs études en ville auront tendance à privilégier les allers-retours en voiture avec le domicile parental. La voiture (carburant et entretien) fait partie du budget « normal », commun aux jeunes ruraux et à leurs familles.

¹⁰⁷ Grelet Y., Vivent C., *op. cit.*, p. 3.

notamment dans les régions rurales peu attractives, situées loin des grandes villes et dans des zones désindustrialisées¹⁰⁸.

Pour Laurence Wylie, un sociologue américain ayant réalisé deux monographies de villages français¹⁰⁹ dans les années 1950, c'est l'enseignement secondaire qui a d'abord joué ce rôle de tri entre les jeunes du village en recrutant « parmi ce qui constitue déjà à Chanzeaux [village d'Anjou où Wylie enquête] une élite¹¹⁰ ». Laurence Wylie observe à cette époque des enjeux de distinction entre les jeunes encore scolarisés après 14 ans et les autres : « Le dimanche, à la messe, on remarque aux premiers rangs un petit groupe de jeunes gens, garçons et filles de 14 à 20 ans, qui semblent particulièrement attentifs. Ils ne bavardent pas, ils n'échangent pas de clins d'yeux ni de sourires furtifs, ils sont intensément sérieux pour leur âge. » (p. 391.) Ceux qui poursuivent leurs études ne rentrent au village que pour les grandes vacances et n'y habitent probablement pas plus tard, mais pour autant, ils ne disparaissent pas de la scène sociale locale. En effet, « leurs frères et sœurs qui demeureront au pays bénéficieront de leur fait d'un prestige accru dans la communauté et maintiendront grâce à eux des contacts familiaux avec le monde extérieur. Ils assureront ainsi la relève de l'élite de Chanzeaux. » (p. 391-392). L'opposition observée par Wylie entre les enfants de l'élite locale studieux et les enfants d'ouvriers et de paysans moins disciplinés rappelle les analyses de Paul Willis et l'opposition entre « les gars » et « les fayots¹¹¹ ». À la manière des « gars » décrits par Willis, les jeunes ruraux reproduisent les conditions d'existence (sociales et spatiales) de leurs parents : la probabilité de rester vivre et travailler au pays serait d'autant plus forte pour ceux qui s'opposent à l'ordre scolaire ou du moins ne cherchent pas à être valorisés par l'école.

Par ailleurs, depuis l'époque de Wylie (années 1950), les mêmes types de logiques de distinction entre les étudiants et ceux qui restent sont à l'œuvre, mais dans un contexte un peu différent. La massification scolaire, qui a fait accéder les enfants de classes populaires, y compris rurales, aux études supérieures, entraîne parfois une ascension sociale mais également des déceptions chez ceux qui étaient, de par leur appartenance de classe notamment, les moins prédisposés à poursuivre des études longues. Localement, les jeunes ruraux, à l'image des jeunes de cité, connaissent de façon familière les cas d'étudiants revenus au village après s'être retrouvés « perdus à la fac¹¹² ». Les étudiants ruraux, notamment de classes populaires, ont tendance à ne pas intégrer la sociabilité estudiantine urbaine et reviennent auprès de leur famille et de leurs amis, si bien que la coupure symbolique avec ceux qui restent n'est pas si franche. De cette manière, la poursuite d'études supérieures joue un rôle assez semblable à celle de l'entrée dans le secondaire à la fin des années 1950. Ce sont avant tout les enfants de l'élite locale qui se distinguent par leurs parcours scolaire. Pour les étudiants « enfants de la démocratisation scolaire », le fait de revenir ou non vivre et travailler au pays semble tenir davantage à l'offre d'emplois qualifiés localement, comme le montrent les disparités à l'échelle de la France. L'hypothèse d'une conversion culturelle par l'effet des études longues, de sorte qu'ils préféreraient la ville à la campagne, les classes moyennes et supérieures aux classes populaires (etc.)¹¹³, semble ignorer la plasticité des *habitus* comme dispositions ancrées dans les corps, dont, à ce titre, on ne se débarrasse pas comme on l'entend.

Une enquête réalisée sur des jeunes diplômés portugais montre ainsi que ceux qui ont fait plusieurs années d'études, et non pas une seule ou deux, sont ceux qui se sentent le plus appartenir à leur « communauté » rurale d'origine¹¹⁴. Toujours en dehors de la France, on retrouve les mêmes disparités d'accès à l'enseignement supérieur entre jeunes

¹⁰⁸ *Ibid.*

¹⁰⁹ Wylie L., 1968, *Un village du Vaucluse*, Paris, Gallimard ; 1970, *Chanzeaux, village d'Anjou*, Paris, Gallimard.

¹¹⁰ Wylie L., 1970, *op. cit.*, p. 391.

¹¹¹ Willis P., 2011, *L'école des ouvriers. Comment les enfants d'ouvriers obtiennent des boulots d'ouvriers*, Marseille, Agone.

¹¹² Lire Beaud S., 2002, *80 % au bac... Et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire*, Paris, La Découverte.

¹¹³ Voir Coquard B., 2014, « Partir ou rester ? Le dilemme des jeunes ruraux », in Labadie F. (dir.), *Parcours de jeunes et territoires. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2014*, La Documentation française/INJEP.

¹¹⁴ Voir Cicognani E., Menezes I., Nata G., « University Students' Sense of Belonging to the Home Town: The Role of Residential Mobility », *Social Indicators Research*, n° 1, vol. CIV, octobre 2011, p. 33-45.

ruraux et urbains, avec des écarts plus ou moins marqués selon les coûts d'inscription et les différences sociologiques entre une jeunesse urbaine et une jeunesse rurale toujours plus populaire. En Géorgie par exemple, ce n'est pas seulement le sens des limites qui fait que les jeunes ruraux vont très rarement à l'université, mais bien leur niveau scolaire relativement faible¹¹⁵. Plus largement, les jeunes ruraux des pays dits « en voie de développement » aspirent à des parcours scolaires qu'ils ne peuvent atteindre. En revanche, aux États-Unis, le rapport aux études longues des jeunes ruraux est à peu près le même qu'en France, mais les différences avec les jeunes urbains sont encore plus flagrantes lorsqu'il existe un coût très élevé d'accès à l'enseignement supérieur. Les ruraux états-uniens ayant moins de capital économique que leurs homologues urbains et leurs familles, ils ne peuvent tout simplement pas s'inscrire dans les universités malgré leurs aspirations à poursuivre des études¹¹⁶.

Ce rapport distant vis-à-vis de l'école apparaît en somme comme une caractéristique des jeunes ruraux, toutes choses égales par ailleurs. Dans le sillage des *Héritiers* de Pierre Bourdieu et Jean-Claude Passeron¹¹⁷, Claude Grignon va ainsi étudier, dès 1968, les « jeunes ruraux » comme l'exact opposé des jeunes héritiers, au sens de Bourdieu et Passeron, dont l'habitus est le mieux adapté à jouer « le jeu scolaire »¹¹⁸. Malgré la pertinence des phénomènes sociaux évoqués ici par Claude Grignon, et notamment les justes prédictions sur l'avenir de la scolarité des ruraux, notons que le sociologue tombe dans le piège évoqué plus haut de réduire les jeunes ruraux aux enfants de salariés agricoles et d'agriculteurs en basant son analyse statistique sur ces deux seules catégories INSEE pour parler « des jeunes ruraux ». Le biais est d'autant plus grand qu'à la fin des années 1960, la proportion des jeunes dont le chef de famille travaille dans le secteur agricole était déjà minoritaire en milieu rural. La majorité des jeunes ruraux, rappelons-le, ont des parents ouvriers. Néanmoins, en la travaillant, Claude Grignon remarque le flou qui entoure cette catégorie d'« exploitant agricole » étant donné que tous les agriculteurs n'appartiennent plus aux classes populaires.

Si Grignon se focalise sur le secteur agricole pour envisager les « jeunes ruraux », c'est peut-être aussi pour observer la catégorie d'élèves la plus « reléguée » vis-à-vis de l'École. Les plus grandes inégalités entre groupes sociaux devant l'École s'observent en effet par comparaison des enfants de cadre avec ceux d'agriculteurs. La mise en évidence de ces catégories sociales extrêmes est ainsi reprise de l'enquête de Bourdieu et Passeron dont Grignon rappelle les acquis : « L'échec scolaire n'exprime le plus souvent rien d'autre que la distance qui sépare la culture familiale de la culture savante transmise par l'École ; en dépit de l'idéologie justificatrice qui voit dans une répartition naturelle des « dons » le principe de la sélection scolaire »¹¹⁹. Grignon montre que de manière générale « tout se passe comme si l'origine rurale redoublait les handicaps dus à une origine populaire » (p. 81). Et dans cette logique, la relégation scolaire des ruraux que Claude Grignon nomme aussi « classes paysannes » témoignerait de la relégation scolaire des campagnes puisque « le niveau d'aspiration de chaque catégorie sociale tend à s'ajuster sur les probabilités d'accès et de réussite que lui offrent objectivement les différentes filières de formation et de placement des jeunes » (p. 82). Claude Grignon observe aussi des inégalités scolaires au sein même des territoires ruraux français à l'échelle des départements. Il constate ainsi que la Mayenne fait partie des départements où le taux d'entrée en sixième est le plus bas. Sans que Grignon ne fasse le lien, nous pouvons supposer que cela renvoie au fait que la Mayenne affiche encore aujourd'hui l'une des plus fortes proportions d'ouvriers du territoire français. La situation des jeunes ruraux évoquée par Claude Grignon apparaît ainsi plus inquiétante que celle de leurs homologues urbains. En effet : « Si les classes populaires urbaines sont défavorisées en face du système scolaire, la société rurale, et plus particulièrement la société paysanne, tenue à l'écart et gardant

¹¹⁵ Voir Chankeliani M., 2013, « Rural disadvantage in Georgian higher education admissions : a mixed-methods study », *Comparative education review*, 57 (3), p. 424-456.

¹¹⁶ Voir Caitlin W. Howley, « Remote possibilities : rural children's educational aspirations peabody », *Journal of Education*, n° 2, vol. 81, 2006, p. 62-80.

¹¹⁷ Voir Bourdieu P., Passeron J.-Cl., *op.cit.*

¹¹⁸ Voir Grignon C., 1968, « L'orientation scolaire des élèves d'une école rurale », *Revue Française de sociologie*, n° 9, p. 218-226.

¹¹⁹ Grignon C., 1968, « Les jeunes ruraux et l'école », *Économie rurale*, n° 76, p. 82.

ses distances, se trouve en quelque sorte « retranchée de l'École. » (p. 83) L'hypothèse explicative de ce que Grignon appelle un « handicap culturel semblable à celui des enfants d'ouvriers », mobilise des caractéristiques culturelles qui seraient spécifiquement rurales, à savoir : « l'assurance de la société rurale traditionnelle, dotée d'un système de valeur propre qui ne reconnaît que le travail manuel. » Selon cette logique, la poursuite d'études pour les élèves ruraux est une chose « interdite mais à tous égards impensable¹²⁰. » Et cette limitation des possibles scolaires, parce qu'elle est dans l'ordre des choses pour les ruraux, est loin d'être vécue sur le mode de l'exclusion. Elle traduit au contraire une forme de stabilité familiale. Ainsi, comme l'écrit Claude Grignon, « plus la famille est intégrée à la collectivité villageoise, plus elle participe aux valeurs paysannes, et plus la réussite des enfants a des chances d'être moyenne » (p. 84).

Pour conclure son analyse, Grignon livre quelques hypothèses sous formes de questions autour de la scolarisation des ruraux dans les années qui suivront 1968 (date de parutions des deux articles). Il avance que l'on peut s'attendre à « la généralisation de la demande scolaire en milieu rural » du fait d'une « adhésion » de plus en plus massive en milieu rural à ce qu'il appelle les « valeurs de la modernité » (p. 85). Si cette généralisation de l'accès à l'enseignement supérieur et sa normalisation sont aujourd'hui observées¹²¹, en revanche, ce ne sont pas les ouvriers ruraux, comme le pensait Grignon qui se sont plus convertis à la quête des diplômes. Grignon, à l'échelle de la commune qu'il a étudiée, voit les ouvriers « anciens cultivateurs » ou « fils de cultivateurs » « qui ont pu s'embaucher avant la crise de l'emploi dans les grandes usines du chef-lieu » dans une situation « assez proche de celle des commerçants et des artisans »¹²², groupes les plus enclins à adopter ces « valeurs de la modernité ». Mais au contraire, ce sont les enfants d'agriculteurs qui ont, comme le montre par exemple Louis-André Vallet, « porté la démocratisation de l'enseignement¹²³ » dès les années 1970, pour arriver aujourd'hui à des scolarités d'enfants d'agriculteurs plus proches de celles des enfants de cadres que de celles des enfants d'ouvriers¹²⁴. Enfin, Claude Grignon évoque la future massification scolaire, estimant que « la prolongation de la scolarité tendra [...] à devenir un « choix forcé » pour l'ensemble des catégories sociales¹²⁵ ». Dans ce contexte d'uniformisation de la prolongation des études, Grignon fait remarquer que « l'adoption des normes nouvelles risque d'être circonscrite aux catégories les plus favorisées et de renforcer en fin de compte le conservatisme de ceux qui s'en voient interdire l'emprunt par leur situation objective et par l'image qu'ils se font de cette situation » (p. 87). Or, bien que les études récentes à ce sujet manquent cruellement, il semble que la persistance d'un écart des ambitions scolaires entre les jeunes ruraux et les jeunes urbains tiennent non pas à une caractéristique culturelle rurale mais plutôt à l'ancrage de populations ouvrières de génération en génération dans ces territoires où le marché du travail nécessite peu de diplômés, et aussi, dans certains territoires ruraux industriels, relativement peu d'emplois considérés comme féminins.

Des parcours scolaires différenciés selon le sexe

La relativement grande différenciation entre les parcours scolaires des jeunes hommes et des jeunes femmes est une autre caractéristique de la scolarité des ruraux : « Le déséquilibre traditionnel selon lequel les filles se dirigent plus que les garçons vers les études générales est beaucoup plus accentué dans les établissements ruraux¹²⁶. » Ce phénomène a pour conséquence première d'accentuer la présence déjà majoritaire des jeunes femmes de milieu populaire en zone rurale. La norme des faibles salaires féminin, ou d'un taux d'emploi faible, s'impose d'autant plus, nous en faisons

¹²⁰ *Ibid*, p. 83.

¹²¹ Lire Poullaouec T., 2011. « Choix du destin et destin du choix », *Revue française de pédagogie*, n° 175, p. 81-84.

¹²² Grignon C., 1968, « Les jeunes ruraux et l'école », *Économie rurale*, n° 76, p. 85.

¹²³ Vallet L.-A., 2008. « Évolution historique de l'inégalité des chances devant l'école : des méthodes et des résultats revisités », *Idées économiques et sociales*, n° 154, p. 66.

¹²⁴ La scolarité des enfants d'agriculteurs reflète notamment l'embourgeoisement de cette catégorie sociale. Voir Laferté G., 2013, « Trajectoires de l'embourgeoisement agricole », *Agone*, n° 51, p. 101-116.

¹²⁵ Grignon C., *op. cit.*, p. 87.

¹²⁶ Grelet Y., Vivent C., 2011, « La course d'orientation des jeunes ruraux », *Bref du CEREQ*, n° 292, p. 2.

l'hypothèse, que les jeunes femmes diplômées, actives, sont moins nombreuses qu'ailleurs. Comme dans certains territoires appauvris, comme le Thiérarche par exemple, la propension des jeunes femmes à avoir un enfant tôt tient au moins en partie au fait qu'elles vivent dans un fort entre-soi populaire, où le fait d'être mère est une manière d'acquiescer une certaine forme de respectabilité, comme l'explique Beverly Skeggs¹²⁷. En effet, les filles qui suivent des études générales ont tendance à s'installer en ville, tandis que celles qui restent sont les moins qualifiées scolairement¹²⁸. Cette féminisation actuelle de la poursuite d'étude en milieu rural doit aussi se comprendre à l'aune du manque d'emplois féminins en milieu rural.

Dans la période de l'après-seconde guerre mondiale décrite par Laurence Wylie dans *À Chanzeaux, village d'Anjou*, la poursuite des études supérieures concernait surtout les garçons : « La plupart des filles [...] ont leur place assignée auprès de leurs parents qu'elles aideront à la maison, au magasin, ou à la ferme jusqu'à leur mariage¹²⁹ ». Les filles qui envisageaient de faire des études et de quitter le village appartenaient là encore à une minorité des filles de l'élite locale, tandis que les enfants de la petite bourgeoisie nourrissaient des espoirs plus vagues de s'émanciper de la tutelle de leurs parents et du contrôle social lié à la vie villageoise. C'est l'exemple d'« Yvette Bourdelle » qui « travaille chez ses parents (à la ferme) depuis l'âge de 14 ans » mais « espère bien devenir institutrice ou secrétaire, un jour, bien qu'elle n'ait pas reçu la moindre formation ; et elle aimerait épouser un commerçant ou un homme d'affaires, et vivre à la ville¹³⁰ ». Cette fille d'un ouvrier agricole devenu un riche exploitant agricole désire ainsi suivre la pente ascendante de sa famille et « monter » à la ville, comme d'autres femmes issues des familles paysannes prospères.

Aujourd'hui plus encore, à l'image de cette fille prise en exemple par Laurence Wylie, les jeunes ruraux font face au dilemme de partir ou rester¹³¹ vivre et travailler au pays. Ce « choix », souvent collectif comme nous l'avons vu avec les travaux de Sophie Orange, se fait surtout au moment des études supérieures, mais il est déjà largement décidé par l'état du marché du travail local qui définit les possibilités objectivement restreintes d'insertion professionnelles et donc de scolarités « réalistes » (au sens du réalisme scolaire) pour ceux qui veulent rester. Et aujourd'hui encore, du fait de cette émigration des jeunes qui poursuivent leurs études, les jeunes ruraux restant au bourg ou au village se retrouvent être ceux ayant le moins de capital scolaire et culturel, donc ce sont prioritairement ceux de classes populaires. Cet entre-soi renforcé par le tri scolaire est selon nous une caractéristique non négligeable des visions du monde et des pratiques de sociabilités des jeunes ruraux. Mais il doit être analysé finement, car tous les jeunes ruraux de classes populaires ne sont pas « enfermés » dans la sociabilité populaire locale. Si ceux qui restent côtoient parfois leurs amis d'enfance devenus étudiants puis travailleurs urbains, les fractions les plus précaires n'ont pas de contact avec des jeunes d'autres milieux sociaux, à l'image des jeunes des quartiers urbains ségrégés, la distance spatiale en plus.

PRÉCARITÉ ET EXCLUSION DES JEUNES RURAUX

Nicole Mathieu (sociologue et historienne¹³²) a travaillé sur les questions du chômage, de la précarité et de l'exclusion chez les jeunes ruraux¹³³. Dans un article intitulé « Chômage et milieu rural », paru en 1987, elle a mis en lumière le

¹²⁷ Voir Skeggs B., 2002 (1997), *Formations of Class and Gender. Becoming respectable*, Londres, Sage Publications. Une traduction française est à paraître en 2015 : *Des femmes respectables. Classe et genre en milieu populaire*, Paris, Agone.

¹²⁸ Coquard B., 2014, *op. cit.*

¹²⁹ Wylie L., 1970, *Chanzeaux, village d'Anjou*, Paris, Gallimard, p. 392

¹³⁰ *Ibid.*, p. 394.

¹³¹ Coquard B., 2014, *op. cit.*

¹³² Voir sur son parcours de recherche : Orain O., Robic M.-C., 2007, « Nicole Mathieu, un itinéraire en interdisciplinarité », *La revue pour l'histoire du CNRS* [En ligne], n° 18.

phénomène de chômage massif chez les jeunes femmes ne vivant pas en ville. Nous l'avons vu, les études sur les jeunes ruraux ont eu tendance à parler surtout des paysans et surtout des hommes, ce qui a contribué à rendre invisible une condition féminine elle-même au second plan dans les sociabilités rurales (ce ne sont pas les femmes que l'on voit jouer au football, travailler dans le village, bavarder au café, chasser, etc.). Dans une enquête avec Viviane de Lafond, parue en 2003¹³⁴, Nicole Mathieu a abordé le cas des « jeunes ruraux en difficulté » dans la perspective des possibles « interventions pour l'insertion ». D'emblée, les auteures affirment que « les jeunes de la galère rurale peuvent être comparés aux jeunes de banlieue. Ils souffrent du chômage, d'un exode rendu impossible ou viennent au contraire des zones urbaines dans l'espoir d'une vie meilleure¹³⁵. »

L'article exploite comme matériaux une base de données quantitatives (logiciel « Parcours ») et qualitatives produite par les missions locales rurales, ainsi qu'une enquête menée en 2000 sous la direction du commissariat au Plan. De Lafond et Mathieu déplorent le peu d'intérêt de la recherche en sciences sociales pour ces jeunes en difficulté, pris en charge par l'État depuis 1982 avec la création d'un réseau de missions locales en milieu rural. Selon elles, cette surdité des chercheurs aux problèmes sociaux des jeunes ruraux renvoie au fait, évoqué plus haut, que « les difficultés médiatisées des jeunes de banlieues ont focalisé l'attention des chercheurs et l'intervention publique qui, le plus souvent, ne s'applique en rural sur ces questions que par généralisation de politiques référées à des situations urbaines¹³⁶. »

Du point de vue des missions locales rurales, de « nouvelles couches de population » rurale seraient pourtant « touchées par l'exclusion » depuis le début des années 2000 : les agriculteurs ou encore, ceux qui n'émigrent pas et restent « chômeurs au pays ». La précarité touche aussi « certains jeunes revenus après leurs études, sans emploi en milieu urbain », des jeunes « sans attaches locales », venus en milieu rural pour « gérer plus facilement leur galère¹³⁷ ». L'augmentation de la délinquance et de la toxicomanie chez les jeunes ruraux apparaît également comme un diagnostic des missions locales rurales, mais là-encore, les enquêtes empiriques manquent pour confirmer ce diagnostic a priori logique en rapport à l'exclusion des fractions les plus précaires des classes populaires rurales. De Lafond et Mathieu estiment par ailleurs que les jeunes ruraux et les jeunes de cité ont en commun d'être « isolés dans des contextes de pauvreté ». Néanmoins, si leurs conditions matérielles d'existence sont relativement similaires, les jeunes ruraux seraient moins contestataires que ne le seraient les jeunes de cité. Les ruraux « très en difficulté » (public dit « TRACE » dans le jargon des missions locales) vivraient leur situation « avec passivité et renoncement, loin de la révolte et/ou des « adaptations » plus ou moins liées à la délinquance des quartiers urbains ». Mais il nous semble qu'il existe des situations de révolte, même individuelles, chez les ruraux en difficulté, comme en témoigne par exemple l'article de Renahy sur ce jeune rural qui « attrape la haine »¹³⁸ avec l'image de délinquant qui lui colle à la peau. Par ailleurs, cette différenciation en matière de degré de délinquance ne tient pas qu'aux faits en eux-mêmes, mais aussi à leur enregistrement et à la répression judiciaire qui en est faite, celle-ci apparaît en effet plus systématique en milieu urbain qu'en milieu rural¹³⁹. Surtout, la délinquance en milieu rural est relativement élevée et comparable à celle des villes dans les départements fortement industriels et ouvriers où le chômage est plus important¹⁴⁰.

¹³³ Voir notamment : Mathieu N., « Les enjeux de l'approche géographique de l'exclusion sociale », *Économie rurale*, n° 242, 1997, p. 21-27 ; Balley C., Lenormand P., Mathieu N., « Territoire rural, RMI, pauvreté », *Sociétés contemporaines*, n° 9, mars 1992, p. 53-75 ; Mathieu N., 1987, « Chômage et milieu rural », *Économie rurale*, n° 178-179, p. 84-91.

¹³⁴ Lafond de V., Mathieu N., 2003, « Jeunes ruraux en difficulté et interventions pour l'insertion. Incidence et prise en compte des spécificités liées aux contextes territoriaux », *Ville-Ecole-Intégration Enjeux*, n° 134, p. 31-47.

¹³⁵ *Ibid*, p. 31.

¹³⁶ *Ibid*, p. 31.

¹³⁷ *Ibid*, p. 34.

¹³⁸ Renahy N., 2006, « "C'est comme ça que t'attrapes la haine" », *Mouvements*, n° 44, p. 108-114.

¹³⁹ Léonard., 2011, « Les "territoires" de la violence : les faits et leur répression par les tribunaux en France », *Cycnos*, vol. XXVII, n° 1.

¹⁴⁰ *Ibid*.

Ce type de contexte fait écho à l'enquête de Nicolas Renahy¹⁴¹ où la distinction première entre jeunes en difficultés (enfants d'ouvriers de l'industrie locale pour la plupart) dans ce contexte de manque de travail renvoie à leur ancrage local, ou mieux, à leur capital d'autochtonie. Le capital d'autochtonie est communément défini comme un ensemble de ressources sociales liées à la reconnaissance locale et à l'appartenance à des réseaux locaux de sociabilité¹⁴². En deçà des jeunes « originaires du lieu » d'un côté et les « étrangers¹⁴³ » de l'autre – catégorie comprenant aussi bien des personnes issues de l'immigration que des personnes venues d'autres lieux pour s'installer sur le territoire – des inégalités existent entre les jeunes du coin respectés, ayant de « bonnes » relations, et les autres qui tendent à être stigmatisés à mesure qu'ils s'enfoncent dans de longue période de chômage et bien souvent de célibat.

En réaction à cette précarisation du marché du travail, Viviane de Lafond et Nicole Mathieu observent des formes de « gestion de la précarité » chez les jeunes ruraux. Ceux-ci enchaînent les missions d'intérim ou les emplois saisonniers, surtout au sortir de l'adolescence et après avoir quitté le système scolaire. Les jeunes femmes sont également sinon davantage concernées par cette précarité grandissante en milieu rural, surtout celles « avec un enfant : sans qualifications pour la plupart » voyant « dans la grossesse le moyen d'acquiescer un statut reconnu en zone rurale, ainsi qu'un moyen de bénéficier de certains droits » (les auteures faisant ici référence aux allocations familiales). Ces stratégies de vie (et de survie économique) s'inscrivent dans la continuité de la précarité des générations précédentes. Dans un rapport d'étude de l'inspection générale des affaires sociales sur le département du Nord, on parle de ces jeunes ruraux précaires comme de « la 3^e génération qui vit sans emploi¹⁴⁴ ». En cela, la précarité en milieu rural désindustrialisé est marquée par le fait que le marché du travail local est soudainement à l'état végétatif, tandis qu'en ville, la désindustrialisation, même si elle provoque beaucoup de chômage, est compensée par l'existence d'un marché des services et d'autres secteurs ouvriers non-industriels encore en état d'embaucher.

En fin de compte, cette enquête réalisée par de Lafond et Mathieu met en lumière trois facteurs prépondérants dans la « galère » des jeunes ruraux : l'emploi, le lien social et la mobilité. Le lien social et la mobilité constituent ainsi des adaptations à la précarité ou à la disparition des emplois. Les auteures soulignent également un phénomène de « déplacement régulier d'une population urbaine en difficulté » vers les zones rurales : « Cette population migrante part à la campagne attirée par un hypothétique travail, une solidarité mythique, dans l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie, quittant la ville et ses aspects vécus comme négatifs¹⁴⁵. » L'article pointe également un paradoxe, observé ensuite dans d'autres contextes ruraux et urbains : celui d'une interconnaissance à double tranchant en ce qu'elle protège mais aussi qu'elle stigmatise et parfois exclut (notamment les « nouveaux arrivants » précaires). La « survivance des solidarités rurales » apparaît ainsi réelle mais très sélective.

Par ailleurs, les phénomènes d'exclusion en milieu rural seraient renforcés par « l'isolement territorial » devenu « isolement culturel » chez certaines populations rurales. Cette thématique de l'isolement liée à l'idée d'un « déficit culturel » a été critiquée par le sociologue de l'éducation Yves Alpe¹⁴⁶ dont nous évoquons les travaux plus haut. Dans un article récent, il montre que si ce déficit culturel est illusoire au regard des résultats scolaires équivalents en milieu urbain et rural, en revanche, la stigmatisation institutionnelle (car culturaliste) du milieu rural est, selon lui, bien réelle

¹⁴¹ Renahy N., 2006, *op.cit.*

¹⁴² Voir Retière J.-N., 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143. Et Renahy N., 2010, « Classes populaires et capital d'autochtonie. Genèse et usages d'une notion », *Regards sociologiques*, n° 40, p. 9-26.

¹⁴³ On notera que l'opposition entre « locaux » ou « du coin » et « étrangers » renvoie à un lexique explicatif éprouvé en sociologie rurale, pas seulement sur la question des jeunes.

Voir par exemple Florence Weber, « Gens du pays, émigrés, étrangers : conflits autour d'une chasse en montagne », *Études rurales*, n° 87-88, 1982, p. 287-294.

¹⁴⁴ Berthod-Wurmser M., et al., 2009, *Pauvreté, précarité, solidarité en milieu rural*, Rapport IGAS, Paris, La Documentation française, p. 10.

¹⁴⁵ Lafond de V., Mathieu N., 2003, *op. cit.*, p. 37.

¹⁴⁶ Alpe Y., 2006, « Existe-t-il un déficit culturel chez les élèves ruraux ? », *Revue française de pédagogie*, n° 156.

et exerce un effet sur les représentations que les élèves ruraux ont d'eux-mêmes : « Les élèves des écoles rurales présentaient en 1999 un *a priori* favorable pour la campagne, qui a disparu aujourd'hui, alors que la montée des préoccupations environnementales aurait pu faire penser le contraire... Les élèves ont donc intégré à leur discours non seulement une autodépréciation (ils se jugent « moins bons » que les élèves urbains, à résultats égaux ou même supérieurs), mais aussi majoritairement un rejet de leur milieu de vie pour leur propre avenir¹⁴⁷. »

Des travaux en géographie sociale ont aussi traité (2007) cette thématique de l'isolement des jeunes ruraux ou même de leur « captivité¹⁴⁸ ». Fabrice Escaffre, Mélanie Gambino et Lionel Rougé observent une attractivité urbaine permanente dans la vie des jeunes ruraux comme un signe de l'interpénétration des espaces urbains et ruraux. Mais selon eux, « ces dynamiques d'uniformisation ne gomment pas pour autant toute influence de la variable territoriale. » Les géographes ont interrogés les représentations que les jeunes du Périgord ont de leur territoire et de leurs éventuelles mobilités. Il en ressort qu'ils se plaignent du manque de travail à proximité et des difficultés pour se rendre à un éventuel travail ailleurs (d'où l'enjeu primordial de posséder une automobile). Cette enquête montre avant tout une dépréciation du milieu rural sur le mode du « rien » à faire, à voir, et plus largement, à espérer pour les jeunes. Les auteurs ont le mérite de ne pas essentialiser ce discours trop convenu sur le « rien » des jeunes ruraux et de le rapporter à la condition sociale de ceux qui l'expriment¹⁴⁹. Ce discours concerne en priorité une fraction précaire de la jeunesse rurale qui « redoute l'enfermement lié à l'âge adulte et au statut qu'il instaure ». Les jeunes les moins satisfaits de la vie rurale sont davantage en situation de précarité professionnelle et donc d'incertitude vis-à-vis de l'avenir. D'autres jeunes ruraux valorisent à l'inverse leur mode de vie rural permettant d'échapper aux contraintes « de la vie en ville ». Ces jeunes ont des liens plus étroits avec la ville que les précédents qui déplorent le « rien à faire ». Ils sont plus souvent étudiants en ville, ou travaillent en ville. Pour eux, « les espaces de faible densité forment une protection et un gage de bien être et de sécurité ». Si les jeunes du groupe précédent appartiennent aux classes populaires, ceux-là qui disent aimer la ruralité périgourdine sont souvent « issus d'une couche moyenne salariée ». Enfin, un troisième groupe d'opinion de jeunes ruraux trouve dans ces espaces « les supports d'une identité et s'en disent « fiers », voire s'en sentent même, pour certains, les « ambassadeurs ». La ruralité est présentée cette fois comme « un cadre de vie idéal » dans lequel les jeunes ont envie de s'investir. Ce groupe serait assez divers en termes d'appartenance sociale, mais ces jeunes auraient pour la plupart des projets de vie dont le but premier est de vivre au pays et ils disposent certainement d'un capital d'autochtonie, comme nous l'évoquions précédemment, leur permettant de tirer leur épingle du jeu dans le contexte socioéconomique local. Les géographes résument en conclusion ces trois types de discours en trois expressions : « le piège, le rempart et l'espace revendiqué ». Enfin, de façon transversale, cet article suggère que la vie en milieu rural serait plus simplement synonyme d'ennui pour les jeunes, au sens où cette génération ne pèse pas lourd dans l'organisation de la vie locale et qu'elle se retrouve vite désœuvrée en matière de sorties, de fréquentations amicales etc.

ENTRE ENNUI ET ISOLEMENT : JEUNES FEMMES ET CONJUGALITÉ EN MILIEU RURAL

L'entrée dans la conjugalité des jeunes de milieu rural a lieu plus tôt que pour l'ensemble des jeunes. Mais là encore, puisqu'il en va de même pour les jeunes de milieu populaire ruraux ou urbains, il faut aborder prudemment cette caractéristique. Quoi qu'il en soit, l'ennui ou l'isolement, ainsi que les enjeux liés à la parentalité et à la conjugalité

¹⁴⁷ Alpe Y. et Barthes A., « Les élèves ruraux face à la stigmatisation des territoires », *Agora débats/jeunesses*, n° 68, 2014/3, p. 10.

¹⁴⁸ Escaffre F., Gambino M., Rougé L., « Les jeunes dans les espaces de faible densité : D'une expérience de l'autonomie au risque de la « captivité » », *Sociétés et jeunes en difficulté* [En ligne], n° 4, automne 2007.

¹⁴⁹ Cette nuance est d'autant plus nécessaire qu'un tel discours convenu est tributaire de la relation d'enquête instaurée entre un jeune rural et un enquêteur urbain de surcroît.

réapparaissent dans les travaux sociologiques les plus récents sur les jeunes en milieu rural, notamment à travers les récits des jeunes femmes rapportés dans les travaux d'Isabelle Clair¹⁵⁰ et de Marie-Hélène Lechien¹⁵¹.

Un des articles d'Isabelle Clair intitulé « La découverte de l'ennui conjugal. Les manifestations contrariées de l'idéal conjugal et de l'éthos égalitaire dans la vie quotidienne de jeunes de milieux populaires » est basé sur deux enquêtes ethnographiques, l'une sur les jeunes de quatre cités HLM (des jeunes urbains donc) et l'autre sur des jeunes ruraux de la Sarthe. Les enquêtés ont entre 15 et 20 ans. Que ce soit dans les villages de la Sarthe ou en banlieue parisienne, ces jeunes femmes et hommes appartiennent, selon l'auteure, aux « classes populaires enclavées ». « S'il est loin de tout recouvrir », comme l'écrit Isabelle Clair, « l'ennui semble grignoter un peu leur vie : à l'école, au chômage, dans des emplois précaires, enfin dans leurs premières expériences d'un des biens les plus désirables qui soient dans la période contemporaine : le couple¹⁵². » Chez les adolescentes étudiées par Isabelle Clair, la mise en couple suscite l'espoir d'une autonomie relative vis-à-vis des parents, au même titre que l'obtention éventuelle du permis de conduire à 18 ans est attendue comme une ouverture des mondes possibles, une entrée dans l'âge adulte lui-même perçu comme l'âge des libertés. La mise en couple se fait aussi dans l'attente d'un « idéal conjugal » et de l'application d'un « ethos égalitaire ». Mais les injonctions sociales pesant sur les filles en couple, exprimées par le groupe de pairs, la famille ou le conjoint, sont loin d'être pour elles émancipatrices. Ces normes sexuées répondent en vérité, comme le montre bien Isabelle Clair, à un principe de « complémentarité » : « Les garçons attendent très souvent de leurs copines, et ils voient en cela une manifestation de leur féminité, qu'elles régulent leur propension à faire la fête. Une bonne copine, c'est-à-dire une vraie fille, doit canaliser les excès de son copain, perçus comme naturellement masculins, en matière de sexualité, ainsi que de consommation d'alcool et de drogue¹⁵³. » Remarquons au passage que cet article adopte un angle d'analyse assez original en ne cherchant pas à opposer jeunes ruraux et jeunes urbains de cité. Ici, l'approche adoptée par Isabelle Clair en termes de classes sociales et de ségrégation sociospatiale lui permet d'observer des points communs dans les conditions matérielles d'existence et les visions du monde social chez les jeunes, qu'ils soient « des villes » ou « des champs ». Plus largement, la vie de couple matérialise pour les jeunes femmes et leur entourage une fin de la jeunesse, le temps où elles pouvaient fleureter et sortir plus librement. La mise en couple leur impose les travaux domestiques et tout ce qu'implique leur fonction de prise en charge, de contrôle, voire de surveillance du copain au sein de son groupe d'amis. Ce rôle ingrat se renforce à mesure qu'elles dépendent et se replient de plus en plus sur le couple. Elles tendent peu à peu à passer pour des « mégères¹⁵⁴, » comme d'autres femmes en situation de domination qui n'ont comme autre rôle dans un groupe social que celui de rabat-joie, ici en rappelant à l'ordre le copain, le tirant vers la vie domestique au sein du foyer, contre les sociabilités amicales où il pourrait comme les autres jeunes hommes « vivre sa jeunesse ». On retrouve ici des attitudes de « privatisme défensif » qu'Olivier Schwartz, dans *Le monde privé des ouvriers*¹⁵⁵, définissait comme une caractéristique des couples de classes populaires. Isabelle Clair note néanmoins que le couple et les nouveaux rôles sociaux qu'il implique ne sont pas établis pour toujours. Les jeunes garçons et filles parlent d'ailleurs de « se poser » au sens où la possibilité de rompre est envisageable. Selon l'auteure, les filles partent davantage que les garçons au risque d'avoir « une sale réputation » dans l'espace local. S'il concerne aussi les garçons, l'ennui conjugal est donc avant tout une affaire de fille « parce que ces

¹⁵⁰ Clair I., 2011, « La découverte de l'ennui conjugal », *Sociétés contemporaines*, n° 83, 2011, p. 59-81

¹⁵¹ Lechien M.-H., 2013, « L'isolement des femmes appartenant aux classes populaires rurales. L'exemple d'une animatrice de loisir, *Agone*, « Campagnes populaires, campagnes bourgeoises », n° 51, p. 131-151.

¹⁵² Clair I., 2011, *op. cit.*, p. 60.

¹⁵³ *Ibid.*, p. 74.

¹⁵⁴ Sur ce thème de la « mégère », voir aussi : Dominique Memmi D., « Corps à corps et domination rapprochée : comment le cinéma "réfléchit" le monde social », *Culture & musées*, n° 7, 2006, p. 81-97.

¹⁵⁵ Schwartz O., 1990, *Le monde privé des ouvriers*, Paris, PUF.

dernières nourrissent plus d'attentes encore à l'égard de la vie de couple, et parce qu'elles payent un prix plus fort à l'enfermement conjugal du fait de la domination masculine¹⁵⁶ ».

L'article de Marie-Hélène Lechien, comme ceux d'Isabelle Clair, permet de mettre au jour la dimension particulièrement genrée de l'« ennui » ou « isolement » juvénile et féminin en milieu rural et populaire. Pour Marie-Hélène Lechien, il s'agit également de comprendre les déceptions relatives à ce que les jeunes femmes espéraient de la vie de couple. Ainsi, dans son article publié dans le numéro « Campagne populaire, campagne bourgeoises » de la revue *Agone*, la sociologue analyse un entretien réalisée par deux étudiantes de Limoges, Véronique Jouillat et Loïse Mourtenas, auprès d'une animatrice de loisir nommée « Nathalie Peyrac ». De façon assez comparable aux adolescentes étudiées par Isabelle Clair, Nathalie, en plus d'être dans une situation professionnelle précaire (« mi-temps imposé »), souffre, à 31 ans, d'un « certain isolement au sein du cercle amical, surtout constitué des amis de son compagnon »¹⁵⁷ (ouvrier en carrosserie et footballeur amateur). Nathalie est une néo-rurale, fille d'agents des postes, titulaire d'un bac commercial et du BAFA, ayant échoué en « BTS technico-commercial (production forestière) ». Comme l'écrit Marie-Hélène Lechien, Nathalie « occupe une position floue entre classes populaires et petite bourgeoisie culturelle »¹⁵⁸. Elle valorise avant tout le mode de vie rural pour sa proximité avec « la nature », ce qui contribue à l'éloigner du style de vie des classes populaires locales, qui ne sont pas dans une relation contemplative vis-à-vis de leur environnement quotidien. Nathalie se distingue aussi par ses positions politiques, tout simplement parce qu'elle prend position et se dit « socialiste » (elle est fille de permanent syndical). Nathalie se sent ainsi isolée au sein du groupe d'amis de son conjoint, composé d'ouvriers du secteur privé et de leurs femmes, elles aussi ouvrières ou employées. Son repli sur la maternité et son investissement, malgré elle, dans son image de « bonne mère » apparaissent alors comme un pis-aller permettant, entre autres, d'avoir quelque chose en commun (un sujet de discussion normal) avec les compagnes des amis de son conjoint.

Notons que dans ces deux articles d'Isabelle Clair et de Marie-Hélène Lechien, la méthode de l'entretien ethnographique permet d'aborder ce thème de l'ennui qui n'apparaît qu'au prix d'une attention particulière aux propos des enquêtées, et d'une « naturalisation » du rapport d'enquête certes toujours relative mais facilitée en l'occurrence par une identification entre l'enquêtée et l'enquêtrice. Il est en effet probable que dans l'histoire de la sociologie rurale dont nous parlions plus haut, le point de vue citadin et bourgeois des chercheur·e·s ait davantage amené à déprécier la monotonie et l'étroitesse du vécu des membres des classes populaires rurales. Dans l'article de Marie-Hélène Lechien sur le cas de Nathalie Peyrac, il est à ce titre intéressant de comparer le point de vue des étudiantes ayant réalisé l'entretien à celui de leur professeure. Pour les étudiantes, issues de milieu rural elles-aussi, « la jeune femme ne leur semble pas totalement isolée : elle est proche de ses parents, qu'elle voit souvent ; proche aussi de certaines amis avec lesquelles elle “parle d'enfants”, mais pas seulement ; enfin, elle participe aux activités festives du club de foot de son compagnon et y apporte régulièrement de l'aide¹⁵⁹. »

De cette manière, l'ennui de cette jeune femme peut être interprété à l'aune de son « déclassement social » et de sa « précarité professionnelle », mais son existence renvoie nécessairement à ce que Pierre Bourdieu appelle une « double vérité ». L'une des vérités est objective, faite de relations de domination et de contraintes telles qu'elles sont décrites par les observateurs extérieurs. L'autre vérité est subjective, faite certainement de violence symbolique¹⁶⁰ mais à ce titre, elle est acceptée et considérée comme allant de soi. Ainsi, comme le montre Isabelle Clair, les jeunes filles sont objectivement dominées par leur conjoint en ce qu'elles le suivent dans son cercle d'amis (donc s'y retrouvent isolées)

¹⁵⁶ Clair I., 2011, *op. cit.*, p. 80.

¹⁵⁷ Lechien M.-H., 2013, *op. cit.*, p. 132.

¹⁵⁸ *Ibid.*, p. 145.

¹⁵⁹ *Ibid.*, p. 150.

¹⁶⁰ Une violence qui n'est pas perçue comme une violence parce qu'elle considérée comme allant de soi par ceux qui l'exercent et ceux qui la subissent.

et que leur rôle ingrat, une fois en couple, est de réguler ses excès de liberté. S'ajoutent à cette vérité objective les difficultés qu'elles ont à trouver du travail sur un marché surtout composé d'emplois peu qualifiés considérés comme masculins (le chômage des jeunes femmes est largement supérieur à celui des jeunes hommes en milieu rural ouvrier). Nous pouvons ainsi comprendre celles qui, faute d'un statut social valorisé localement, entrent très tôt dans une carrière maternelle et se retrouvent enfermées parfois dans le rôle, comme le dit Isabelle Clair, de la « mégère ». Au niveau subjectif cette fois, les jeunes femmes peuvent bien sûr s'ennuyer et se sentir isolées, mais aussi s'investir pleinement dans ce rôle qui est le leur car elles s'y sentent « à leur place », dans la mesure où elles ont été socialement préparées à vivre dans cette structure inégalitaire des rapports sociaux de sexe. C'est pourquoi l'ennui peut varier selon les cas et les moments. Aussi les paradoxes de l'*habitus* peuvent à la fois rendre acceptable et méprisable sa condition sociale, on le voit dans l'humour et l'autodérision dont fait preuve Nathalie dans l'article de Marie-Hélène Lechien, notamment « lorsqu'elle s'amuse des décalages temporels entre le « troupeau de filles » et les « garçons » sur le terrain de foot »¹⁶¹.

Nous nous sommes attardés sur ces deux enquêtes ethnographiques parce qu'elles sont selon assez rares sur l'objet « jeunes ruraux » et qu'elles permettent une finesse d'analyse qui tend à rompre avec des stéréotypes solidement ancrés dans les représentations de ce groupe social sans pour autant verser dans une analyse populiste ignorant la domination objective. On retrouve une analyse ethnographique d'un couple de jeunes ruraux dans le chapitre « Trouver une compagne et la garder » du livre de Nicolas Renahy, *Les gars du coin*. « Suzanne » et « Sylvain », sont deux des principaux protagonistes de l'enquête menée de Renahy. On sait que « la mise en couple se fait relativement tôt dans les milieux populaires ruraux¹⁶² » et que le premier enfant arrive vite. C'est le cas de Suzanne et Sylvain, qui ont eu leur premier enfant à 18 et 21 ans, alors que l'âge moyen en France métropolitaine se situe entre 28 et 29 ans (INSEE, 2012). Sylvain et Suzanne travaillent comme ouvriers. La précarité des revenus de Sylvain rend nécessaire l'activité professionnelle de Suzanne, ce qui, dans un couple où la division sexuelle du travail domestique est très stricte, pose déjà un problème à Sylvain qui supporte mal l'absence de sa femme, mère de leurs trois enfants. Nicolas Renahy raconte notamment l'étonnement des époux lorsqu'un soir, invité à manger chez eux, il se prépare à faire la vaisselle à la fin du repas. « Tu n'vas quand même pas me faire ma vaisselle ! » lui lance alors Suzanne. Comme dans les cas des jeunes couples rapportés plus haut, les sorties de Sylvain sont une source de tension permanente. Socialisé, typiquement (en milieu populaire rural) au sein d'un large groupe d'amis dans lequel il était une sorte de « chef de bande », Sylvain « accepte mal les remarques de Suzanne qui visent à le retenir à la maison, à le limiter dans ses frasques festives, à l'"empêcher de vivre"¹⁶³ ». Nicolas Renahy, en se plaçant cette fois du point de vue masculin montre comment la liberté du conjoint à prolonger un mode de sociabilité plutôt réservé aux célibataires est avant tout une norme constitutive de la masculinité. Sortir avec ses amis, c'est aussi sortir « comme un homme » et ne pas se laisser guider sa conduite par sa femme (au moins aux yeux du groupe d'amis). La question que pose ce cas ethnographique est aussi celle de la sortie de la jeunesse chez des pères de famille. Dans le cas de Sylvain, Nicolas Renahy note que « ce n'est finalement qu'après ses échecs professionnels répétés [...] les ruptures qu'il opère avec certains amis et la consultation de différents médecins pour soigner ses dépendances alcooliques et cannabiques que Sylvain acceptera mieux son rôle de mari et de père de famille¹⁶⁴. »

On comprend avec ce cas que l'acceptation du couple, pour les hommes de classes populaire rurales, implique une rupture au moins partielle avec une sociabilité dans laquelle ils ont toujours été valorisés. Or, dans un contexte de dévalorisation du travail ouvrier par sa précarisation, les jeunes hommes ruraux tendent à prolonger leur jeunesse et, de fait, à ne pas s'inquiéter du potentiel ennui que peuvent expérimenter leurs conjointes.

¹⁶¹ *Ibid.*, p. 150.

¹⁶² Clair I., « De la rencontre à l'installation : histoires de couples débutants », *Informations sociales*, n° 164, 2011/2, p. 53-62.

¹⁶³ Renahy Nicolas, 2005, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte, p. 211.

¹⁶⁴ *Ibid.*, p. 212.

UNE COMPARAISON FRANCO-AMÉRICAINE DE LA SOCIALIZATION MASCULINE RURALE

Les deux principales enquêtes ethnographiques sur la socialisation des jeunes hommes de classes populaires ayant été menées récemment sont celles, selon nous, de Nicolas Renahy avec *Les gars du coin*, et de l'autre côté de l'Atlantique, de Matthew Desmond avec *On the Fireline*¹⁶⁵. L'intérêt de ces enquêtes repose tout d'abord sur l'immersion des chercheurs dans le milieu qu'ils ont étudié. Nous avons vu que les stéréotypes sur les jeunes ruraux ont été entretenus par des chercheurs eux-mêmes distants vis-à-vis de leur objet. Ici, à l'inverse, les sociologues font partie du groupe qu'ils étudient, même s'ils participent en tant que sociologues. Nicolas Renahy est membre de l'équipe de football de Foulange, il a ponctuellement travaillé à l'usine dont il parle tout au long de son livre, surtout, il a vécu sur son terrain d'enquête et est devenu ami avec une partie de ses enquêtés. Matthew Desmond, quant à lui, est pompier volontaire depuis plusieurs années dans le camp de sapeurs-pompiers des forêts de Elk River, en Arizona¹⁶⁶.

La socialisation par la pratique du football ou le travail de pompier offre un ancrage dans un collectif de pairs : on combat les feux de forêt pour « sa communauté », on joue pour « son village ». Pour Desmond, l'acquisition non consciente d'un habitus, qui prédispose à aimer mais surtout à connaître et supporter le métier de pompier, explique que les jeunes ruraux de classes populaires tiennent davantage le choc et soient prêts à prendre plus de risques que leurs collègues urbains. L'expérience d'une socialisation rurale leur permet de mobiliser des savoir-faire acquis par « le simple fait d'avoir grandi ici », comme le montraient Geneviève Delbos et Paul Jorion dans leur enquête sur la saliculture. De ce point de vue, « le savoir faire se confond avec l'"expérience" dont on dit toujours qu'elle est intransmissible¹⁶⁷ ». Et même dans le cas où le monde sur lequel repose cette transmission s'écroule, des compensations sont trouvées, en lieu et place de l'usine et du travail, le football permet de mettre en avant les compétences masculines de dévotion pour le groupe, de courage, mais aussi de « talent ». C'est peut-être là une constante dans la socialisation des jeunes ruraux enquêtés par Renahy ou Desmond : l'importance de la transmission de manières d'être et d'agir de génération en génération qui permet précisément de contredire, au moins symboliquement, les transformations objectives du monde du travail, des pratiques culturelles, etc., qui, pour le dire vite, jouent en la défaveur des jeunes ruraux. Dans l'enquête de Nicolas Renahy, la tendance des jeunes à persister dans leur être, même s'ils n'ont plus les possibilités professionnelles de se réaliser, apparaît comme un primat de l'habitus sur les choix rationnels disponibles. Autrement dit, les jeunes ruraux semblent perpétuer des normes sociales héritées des générations respectables qui les ont précédées. Nous voyons là une différence avec les jeunes, filles et fils d'ouvriers eux-aussi, mais issus de l'immigration coloniale et pour lesquels la condition d'ouvriers de leurs parents ne constitue pas une sorte de patrimoine localement valorisée, que ce soit dans les représentations ou dans les manières d'être concrètes des jeunes.

S'EN SORTIR PAR L'AUTOCHTONIE : LA CHANCE DES JEUNES RURAUX ?

Les jeunes ouvriers ruraux enquêtés par Nicolas Renahy dans les années 1990, via la pratique du football notamment, comme les pompiers de la « Elk River » dans l'enquête de Matthew Desmond, acquièrent une forme de respectabilité locale qui tend à constituer un capital social local. Le capital d'autochtonie, en milieu populaire, est une ressource permettant d'obtenir par exemple un emploi, comme c'est le cas d'un joueur de l'équipe de football étudiée par

¹⁶⁵ Desmond M., 2007, *On the Fireline. Living and Dying with Wildland Firefighters*, Chicago, The University of Chicago Press.

¹⁶⁶ Son livre n'a pas été traduit en français mais un article est paru dans les *Actes de la recherche en sciences sociales*, une revue qui correspond bien à l'angle d'analyse bourdieusien de l'auteur.

¹⁶⁷ Delbos G., Jorion P., *La transmission des savoirs*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 2009[1984], p. 132 ; lire aussi Delbos G., « Savoir du sel et sel du savoir », *Terrain*, n° 1, 1983.

Renahy, ou d'un jeune artisan étudié par Caroline Mazaud¹⁶⁸. Mais accorder de la valeur au fait « d'être du coin » et continuer à entretenir un sentiment d'appartenance territoriale, par le football par exemple¹⁶⁹, n'est pas observé partout et en tous temps.

Dans le cas étudié par Nicolas Renahy, celui d'un village touché par la fermeture de sa seule usine – qui faisait vivre plus ou moins directement la majorité des habitants –, le capital d'autochtonie est de moins en moins utile sur le marché du travail local même s'il continue d'exister en tant que ressource symbolique. Renahy observe, tout comme Jean-Noël Retière avant lui, une fragilité de cette ressource qui repose en dernière instance sur la stabilité d'un marché de l'emploi prompt à assurer la reproduction des classes populaires. Or, cette configuration stable a été fondamentalement mise à mal dans les espaces ruraux les plus fragilisés par la désindustrialisation et le déclin démographique. L'ancrage local peut dès lors consister une sorte de piège pour les jeunes les plus adaptés aux normes de sociabilités valorisées sur la scène locale. D'une part, leur respectabilité est mise à mal localement par les périodes de chômage qu'ils connaîtront certainement. Ainsi, le jour où un départ à la retraite leur permettra de postuler à un travail, ils ne seront peut-être plus perçus comme des « bons petits jeunes ». De plus, en dehors de cette structure sociale locale, ces jeunes qui sont ceux avec l'hexis corporel le plus rural et ouvrier tendent à être stigmatisés. L'érosion tendancielle du capital d'autochtonie s'observe ainsi sur les territoires en déclin économique et démographique où le fait « d'être du coin » n'est pas ou plus revendiqué comme tel, parce qu'il n'est plus associé à un statut social respectable. C'est pourquoi les jeunes ruraux, à l'instar de ceux figurant dans l'enquête de Ludovic Lestrellin sur le supporterisme à distance¹⁷⁰ (ces jeunes qui supportent l'Olympique de Marseille tout en habitant à des centaines de kilomètres de la ville), cherchent parfois à faire partie d'une histoire et d'une identité territoriale qui les dépassent et les placent, pour une fois dira-t-on, du côté des vainqueurs.

Aussi, la réalité du repli domestique et du désinvestissement progressif des lieux de vie commune, des associations, des fêtes locales, ne saurait être ignorée tant elle s'observe dans les territoires ruraux où la nostalgie du passé répond à la crainte du futur. Néanmoins, le capital d'autochtonie et le fait pour un jeune d'être valorisé sur la scène locale restent des ressources de première importance face au manque d'autres types de ressources dans ces espaces. Finalement, les travaux récents autour de cette notion montrent que sa fragilité est due à des contextes économiques eux-mêmes fragiles, mais ils ne récusent pas l'importance des réseaux locaux et donc de la relative autonomie des ruraux à choisir ceux qui constituent une forme d'« aristocratie ouvrière » locale, pour reprendre l'expression de Jean-Noël Retière¹⁷¹. Les jeunes ruraux, parce qu'ils vivent dans des espaces peu peuplés où l'interconnaissance reste forte malgré le déclin des sociabilités collectives, restent soumis à un fort contrôle social de la part de leurs aînés au sens où, dans un village, « tout se sait ». Dès lors, derrière l'objective inégalité économique entre des territoires ruraux dynamiques et en déclin, l'enjeu réside peut-être dans la reconnaissance accordée localement aux jeunes ruraux précaires qui selon toute vraisemblance vont approcher, ou sont déjà proches, de la stigmatisation vécue par les jeunes au sein même des quartiers populaires urbains.

¹⁶⁸ Mazaud C., 2010, « Le rôle du capital d'autochtonie dans la transmission d'entreprises artisanales en zone rurale », *Regards sociologiques*, n° 40, p. 45-57.

¹⁶⁹ Renahy N., 2001, « Football et représentation territoriale : un club amateur dans un village ouvrier », *Ethnologie française*, n° 31, p. 707-715.

¹⁷⁰ Lestrellin L., 2010, *L'autre public des matchs de football. Sociologie des « supporters à distance » de l'Olympique de Marseille*, Paris, éditions de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

¹⁷¹ Retière J.-N., 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143.

BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE

ANCRAGE TERRITORIAL ET LOGIQUES MIGRATOIRES

Arrighi Jean-Jacques, 2004, « Les jeunes dans l'espace rural : une entrée précoce sur le marché du travail ou une migration probable », *Formation Emploi*, n° 87, p. 63-78 (http://pmb.cereq.fr/doc_num.php?explnum_id=381).

Cicognani Elvira, Menezes Isabel, Nata Gil, 2011, « University Students' Sense of Belonging to the Home Town : The Role of Residential Mobility », *Social Indicators Research*, n° 104, p. 33-45.

Coquard Benoit, 2014, « Partir ou rester ? Le dilemme des jeunes ruraux », Labadie F. (dir.), *Parcours de jeunes et territoires. Rapport de l'Observatoire de la jeunesse 2014*, Paris, La Documentation française/INJEP.

Détang-Dessendre Cécile, Piguet Virginie, Schmitt Bertrand, 2002, « Les déterminants micro économiques des migrations urbain-rural : leur variabilité en fonction de la position dans le cycle de vie », *Population*, n°1, vol. LVII, p. 35-62 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/pop_0032-4663_2002_num_57_1_7327).

Devaux Julian, 2014, « Les trois âges de socialisation des adolescents ruraux. Une analyse à partir des mobilités quotidiennes », *Agora débats/jeunesses*, n° 68, p. 25-39.

Escaffre Fabrice, Gambino Mélanie, Rougé Lionel, 2007, « Les jeunes dans les espaces de faible densité : D'une expérience de l'autonomie au risque de la "captivité" », *Sociétés et jeunesses en difficulté. Revue pluridisciplinaire de recherche*, n° 4, automne 2007 (<http://sejed.revues.org/1383>).

Hervieu Bertrand, Purseigle François, 2009, « Exode rural : les habits neufs d'une vieille question », *L'enjeu mondial. Les migrations*, Paris, Presses de Sciences-Po, p. 45-52.

Lesclingand Marie, 2004, « Nouvelles stratégies migratoires des jeunes femmes rurales au Mali : de la valorisation individuelle à une reconnaissance sociale », *Sociétés contemporaines*, n° 55, p. 21-42

(www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=SOCO_055_0021).

Melvin L. Bruce, 1936, « Scope of the Research of Rural Youth Needed Today », *Social Force*, n° 15, p. 55-58.

Melvin L. Bruce, 1937, « The Special Problems of Rural Youth' », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, n° 194, p. 25-33.

Mazaud Caroline, 2010, « Le rôle du capital d'autochtonie dans la transmission d'entreprises artisanales en zone rurale », *Regards sociologiques*, n° 40, p. 45-57 (www.regards-sociologiques.com/wp-content/uploads/rs_40_2010_4_mazaud.pdf).

Noiriel Gérard, « L'immigration : naissance d'un "problème" (1881-1883) », *Agone*, n° 40, 2008, p. 15-40 (<http://agone.org/revueagone/agone40/enligne/1/index.html#debut-chapitre>).

Pistre Pierre, 2013, « Les campagnes françaises : un renouveau incontestable mais très inégal », *Population & avenir*, n° 715, p. 4-8.

Renahy Nicolas, 2001, « Football et représentation territoriale : un club amateur dans un village ouvrier », *Ethnologie française*, n° 4, vol XXXI, p. 707-715 (www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2001-4-page-707.htm).

Renahy Nicolas, 2006, « "C'est comme ça que t'attrapes la haine." Un fils d'ouvrier rural témoigne de ses années de petite délinquance », *Mouvements*, n° 44, p. 108-114 (www.cairn.info/revue-mouvements-2006-2-page-108.htm).

Retière Jean-Noël, 2003, « Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire », *Politix*, n° 63, p. 121-143 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_2003_num_16_63_1295).

TRAVAIL ET RAPPORTS DE CLASSES

Bloch Marc, 2006 (1^{re} éd. 1932), *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, Armand Colin, Paris.

Chapuis Robert, 1982, *Les ruraux du département du Doubs*, Editions Cêtre, Besançon.

Chevalier Louis, 2002 (1^{re} éd. 1958), *Classes laborieuses et classes dangereuses*, Perrin, Paris.

Delbos Geneviève, 1979, « À l'ombre des usines, comme si de rien n'était... Industrialisation et maintien d'une communauté paysanne en Lorraine », *Études rurales*, n° 76, p. 83-96.

Delbos Geneviève, 1983, « Savoir du sel, sel du savoir », *Terrain. Revue d'ethnologie de l'Europe*, n° 1, p. 11-22 (<http://terrain.revues.org/2781>).

Desmond Matthew, 2007, *On the Fireline. Living and Dying with Wildland Firefighters*, Chicago, The University of Chicago Press.

Duchapt Henri, 1959, « L'habileté manuelle chez de jeunes ruraux en vue de leur adaptation à d'autres métiers que celui de l'agriculture. », *Enfance*, n° 12, p. 49-63.

Farcy Jean-Claude, 2004, *La jeunesse rurale dans la France du XIX^e siècle*, Paris, Éditions Christian.

Farcy Jean-Claude, 2011, « Approche historique des jeunesses rurales (France XIX^e siècle) », *Memoria y civilizacion*, n° 14, p. 35-52.

Fortin Gérald, 1965, « Milieu rural et milieu ouvrier : deux classes virtuelles », *Recherches sociographiques*, vol. VI, n° 1, p. 47-57 (<http://id.erudit.org/revue/rs/1965/v6/n1/055249ar.pdf>).

Goetz-Girey Robert, 1949, « Les ouvriers-paysans », *Mélanges Gonnard*, p. 149 et suiv.

Grignon Claude, 1975, « Le paysan inclassable », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 4, p. 82-87 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/arss_0335-5322_1975_num_1_4_3422).

Madame Jean Perrot, 1956, « La jeunesse rurale dans le département de l'Isère », *Revue de géographie alpine*, vol. XLIV, n° 1, p. 57-97 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rga_0035-1121_1956_num_44_1_1750).

Le Bihan Joseph, 1968, « Note sur le paupérisme rural aux USA », *Économie rurale*, n° 77, p. 19-21 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ecoru_0013-0559_1968_num_77_1_2012).

Mendras Henri, 1984 [1^{re} éd. 1967], *La fin des paysans*, Paris, Actes Sud.

Mischi Julian, 2013, « Les territoires ruraux, des espaces ouvriers en mutation », *Métropolitiques* (www.metropolitiques.eu/Les-territoires-ruraux-des-espaces.html).

Noiriel Gérard, 1986, *Les ouvriers dans la société française*, Le Seuil, Paris.

Renahy Nicolas, 2005, *Les gars du coin. Enquête sur une jeunesse rurale*, Paris, La Découverte.

Renahy Nicolas, 2008, « Une lignée patronale à la mairie. Genèse et vieillissement d'une domination personnalisée (1850-1970) », *Politix*, n° 83, p. 75-103 (www.cairn.info/article.php?ID_ARTICLE=POX_083_0075).

Rochard Joseph, 1966, *Les ouvriers ruraux*, Paris, Les éditions ouvrières.

UNESCO, 1962, « La formation des jeunes ruraux en vue des changements que pourra apporter l'avenir dans leurs occupations ou dans leur milieu », *Population*, vol. XVII, n° 2, p. 360-361.

COUPLE ET SEXUALITÉ

Blidon Marianne, Guérin-Pace France, 2013, « Un rêve urbain ? La diversité des parcours migratoires des gays », *Sociologie*, n° 4, p. 119-38.

Bourdieu Pierre, 1989, « Reproduction interdite. La dimension symbolique de la domination économique. », *Études rurales*, n° 113, p. 15-36.

Bourdieu Pierre, 2002, *Le bal des célibataires*, Paris, Le Seuil.

Clair Isabelle, 2011, « De la rencontre à l'installation : histoires de couples débutants », *Informations sociales*, n° 164, p. 53-62 (www.cairn.info/revue-informations-sociales-2011-2-page-53.htm).

Clair Isabelle, 2011, « La découverte de l'ennui conjugal », *Sociétés contemporaines*, n° 83, p. 59-81.

Lechien Marie-Hélène, 2013, « L'isolement des femmes appartenant aux classes populaires rurales. L'exemple d'une animatrice de loisir », *Revue Agone*, n° 51.

Sohn Anne-Marie, 2003, « Les "relations filles-garçons" : du chaperonnage à la mixité (1870-1970) », *Travail, genre et sociétés*, n° 9, p. 91-109 (www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2003-1-page-91.htm).

CULTURE ET RAPPORTS À LA POLITIQUE

Bernot Lucien, Blancard René, 1995 [1^{re} éd. 1953], *Nouvelle, un village français*, Paris, Editions des archives contemporaines.

Bozonnet Jean-Paul, 2012, « Jeunes ruraux : l'inversion des valeurs avec la ville ? », in Galland O., Roudet B. (dir.), *Une jeunesse différente ? Les valeurs des jeunes Français depuis 30 ans*, Paris, La Documentation française/INJEP, p. 179-85.

DATAR, 2003, « Quelle France rurale pour 2020 ? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable », *CIADT*.

Galland Olivier, 1991, « Attitudes sociales, éthiques et civiques des jeunes ruraux. », *Économie rurale*, n° 202, p. 81-85.

Giraut Frédéric, 2004, « Le vote extrémiste à l'assaut des nouveaux territoires », *L'espace géographique*, n° 33, p. 87-91 (www.cairn.info/revue-espace-geographique-2004-1-page-87.htm).

Gouin-Lévêque Pascal, 1997, « Les jeunes ruraux et la religion catholique. L'exemple de l'est du département de l'Orne », *Noroi*, n° 174, p. 293-302.

Guigou Jacques, 1965, « Les jeunes ruraux Dans Le Languedoc méditerranéen. Structure démographique et problèmes socio-culturels. », *Études rurales*, n° 19, p. 32-66.

Hongrois Christian, 1988, *Faire sa jeunesse en Vendée*, Hérault éditions.

Lambert Yves, 1991, « Peut-on encore parler de jeunes ruraux ? », *Économie rurale*, n° 202-203, p. 76-80 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ecoru_0013-0559_1991_num_202_1_4196).

Louis Köll, 1981, *Auboué en Lorraine du fer*, Paris, Karthala.

Mischi Julian, 2004, « Un parti ouvrier en milieu rural », *Études rurales*, n° 171-172, p. 135-145.

- Mischi Julian, 2012, « Protester avec violence. Les actions non conventionnelles des chasseurs », *Sociologie*, n° 3, p. 145-162
- Renahy Nicolas, 2001, « Football et représentation territoriale : un club amateur dans un village ouvrier », *Ethnologie française*, n° 4, vol XXXI, p. 707-715 (www.cairn.info/revue-ethnologie-francaise-2001-4-page-707.htm).
- Renahy Nicolas, 2005, « Une occupation d'usine, chant du signe d'un syndicalisme villageois », *Ethnologie française*, n° 35, p. 691-702 (www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2003-1-page-91.htm).
- Roudet Bernard, Lambert Yves, 1995, « Qui sont les jeunes ruraux ? », *Agora débats/jeunesses*, n° 1, p. 47-56 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/agora_1268-5666_1995_num_1_1_1004).
- Schwengler Bernard, 2003, « L'ouvrier caché : le paradoxe du vote rural d'extrême droite dans la France du Nord-Est », *Revue française de science politique*, vol. LIII, n°4, 53, p. 513-533 (www.cairn.info/revue-francaise-de-science-politique-2003-4-page-513.htm).
- Shirley Carla. D., 2010, « "You Might Be a Redneck If..." : Boundary Work Among Rural, Southern Whites », *Social Forces*, vol. LXXXIX, n° 1, p. 35-61.
- Van Gennep Arnold, 1981, *Les rites de passage*, Paris, Picard.
- Vincienne Monique, 1963, « Ruraux et urbains devant leur avenir professionnel. », *Études rurales*, n° 9, p. 13-29.
- Weber Florence, 1988, « "Premier Mai fais ce qu'il te plaît" », *Terrain* [En ligne], n° 11 (<http://terrain.revues.org/3311>).
- Wylie Laurence, 1968, *Un village du Vaucluse*, Paris, Gallimard.
- Wylie Laurence, 1970, *Chanzeaux, village d'Anjou*, Paris, Gallimard.

RAPPORTS À L'ÉCOLE

- Alpe Yves, 2006, « Existe-t-il un déficit culturel chez les élèves ruraux ? », *Revue française de pédagogie*, n° 156, p. 75-88 (<http://rfp.revues.org/422>).
- Alpe Yves, 2012, « Performances scolaires et territoire rural en France », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n° 59, p. 113-124.
- Alpe Yves, Barthes Angela, 2014, « Les élèves ruraux face à la stigmatisation des territoires », *Agora débats/jeunesses*, n° 68, p. 7-23.
- Barrault Lorenzo, 2014, « Les rapports à l'institution scolaire de familles populaires dans les mondes ruraux contemporains. », *Agora débats/jeunesses*, n° 67, p. 21-36.
- Brangeon Jean-Louis, Jégouzo Guenhaël, 1975, « Les chances scolaires des enfants de paysans », *Économie et statistique*, vol. 67, n° 1, p. 3-21 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/estat_0336-1454_1975_num_67_1_1721).
- Cizeau Thibault, 2011, « Enjeux scolaires, enjeux de classes », *Informations sociales*, n° 164, p. 76-84 (www.cairn.info/revue-informations-sociales-2011-2-page-76.htm).
- Chankseliani Maia, 2013, « Rural Disadvantage in Georgian Higher Education Admissions : A Mixed-Methods Study », *Comparative Education Review*, vol. LVII, n° 3, p. 424-456.
- Chartier Roger, 1976, *L'éducation en France du XVI^e au XVIII^e siècle*, Paris, SEDES.
- Grelet Yvette, Vivent Céline, 2011, « La course d'orientation des jeunes ruraux », *Bref du CEREQ*, n° 292 (www.cereq.fr/index.php/content/download/3069/32620/file/b292.pdf).

- Grignon Claude, 1968, « Les jeunes ruraux et l'école », *Économie rurale*, n° 76, p. 81-90 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/ecoru_0013-0559_1968_num_76_1_2008).
- Grignon Claude, 1968, « L'orientation scolaire des élèves d'une école rurale », *Revue française de sociologie*, vol. IX, Hors-série, p. 218-226 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfsoc_0035-2969_1968_hos_9_1_3255).
- Henriot-Van Zanten Agnès, 1985, « L'école en milieu rural : réalités et représentations », *Revue française de pédagogie*, n° 73, n° 1, p. 41-46 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfp_0556-7807_1985_num_73_1_1524).
- Herin Robert, 1993, « La formation scolaire : les dimensions géographiques de l'inégalité des chances. », *Espace, populations, sociétés*, n° 11, p. 343-54.
- Howley Caitlin W., 2006, "Remote Possibilities: Rural Children's Educational Aspirations," *Peabody Journal of Education*, vol. LXXXI, n° 2, p. 62-80.
- Kennedy Maurice, 1960, « Opportunity for Rural Youth », *An Irish Quarterly Review*, n° 49, p. 194-200.
- Masson Philippe, Suteau Marc, 2010, « Réinterroger la relation entre école et mobilité sociale. Le cas des enfants d'agriculteurs et d'ouvriers dans l'Ouest », *Sociologie du travail*, vol. LII, n° 1, p. 40-54.
- McClusky Howard Y., 1942, « Planning for Rural Youth' », *Journal of Educational Sociology*, n° 15, p. 554-561.
- Orange Sophie, 2009, « Un "petit supérieur" : pratiques d'orientation en section de technicien supérieur », *Revue française de pédagogie*, n° 167, p. 37-45 (<http://rfp.revues.org/1260>).
- Poullaouec Tristan, 2011, « Choix du destin et destin du choix », *Revue française de pédagogie*, n° 175, p. 81-84.
- Prost Antoine, 1982, « Quand l'école de Jules Ferry est-elle morte ? », *Histoire de l'éducation*, n° 14, p. 25-40 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/hedu_0221-6280_1982_num_14_1_1103).
- Prost Antoine, 1993, « Pour une histoire "par en bas" de la scolarisation républicaine », *Histoire de l'éducation*, n° 57, p. 59-74 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/hedu_0221-6280_1993_num_57_1_2612).
- Rondeau Marie-Christine, Œuvrard Françoise, 1985, « Déroulement de la scolarité des enfants d'agriculteurs », *Revue française de pédagogie*, n° 73, p. 7-14 (www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/rfp_0556-7807_1985_num_73_1_1520).
- Youmans E. Grant, 1958, « Backgrounds of Rural Youth Planning to Enter College », *Journal of Educational Sociology*, vol. XXXII, n° 4, p. 152-156.

L'INJEP, Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, est un établissement public national placé sous la tutelle du ministre chargé de la jeunesse, qui a pour mission :

- ➡ d'observer et d'analyser les pratiques et les attentes des jeunes, ainsi que les politiques et les actions qui leur sont destinées ;
- ➡ de participer à leur évaluation ;
- ➡ de réaliser et de diffuser des études et des analyses conduites dans ces domaines aussi bien sous forme papier que numérique ou dans le cadre de conférences, séminaires, colloques ou rencontres ;
- ➡ de contribuer à la connaissance et à l'analyse des politiques en faveur de la jeunesse des autres pays, particulièrement de l'Union européenne ;
- ➡ d'exercer une veille documentaire et de constituer un centre de ressources pour les acteurs de jeunesse et d'éducation populaire ;
- ➡ de proposer, en cohérence et en complémentarité avec ces missions, des activités de formation, d'études et de conseil, ou sa participation à l'organisation de manifestations en faveur de la jeunesse.

L'INJEP fonctionne ainsi comme un centre d'expertise et un laboratoire d'idées au service des politiques de jeunesse.

L'INJEP a, en outre, été désigné comme l'agence de mise en œuvre du volet Jeunesse et sport du programme européen Erasmus+.

L'INJEP, enfin, fait partie du groupement d'intérêt public constituant l'Agence du service civique.